QUEEN
HG
4090
.A5214
1981
Oct.

DOSSIER 12 450.1.1 Vol.3
REMIS À
DÉJÀ PRÊTÉ À

MAR 1982
RESU
Service des Statistiques générales

RAPPORT DU MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE SUR L'ENQUÊTE MENÉE EN OCTOBRE 1981 SUR LES PRÉVISIONS D'INVESTISSEMENTS

Décembre 1981
Groupe d'étude des investissements
Ministère de l'Industrie
et du Commerce, Ottawa

REMERCIEMENTS

Nous tenons à exprimer notre gratitude aux nombreux hommes d'affaires qui nous ont confié leurs projets et ont pris le temps d'en discuter avec nous, nous permettant ainsi de réaliser l'enquête du ministère de l'Industrie et du Commerce sur les prévisions d'investissements.

Nos remerciements s'adressent également aux cadres supérieurs de la Banque du Canada, du ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources, du ministère des Finances, du ministère de l'Industrie du Manitoba, de Statistique Canada, ainsi qu'aux membres des directions de la planification industrielle et des politiques du ministère de l'Industrie et du Commerce, pour leur aide pendant l'enquête.

M. A. Skahen, analyste du Groupe d'études des investissements, a été chargé de répondre à toute demande d'information au sujet de ce rapport.

Industry Canada
Library - Queen

OCT - 8 2008

Industrie Canada
Bibliothèque - Queen

Nancy Chinfen,
Analyste supérieure
Groupe d'étude des investissement
Ministère de l'Industrie
et du Commerce

TABLE DES MATIÈRES

	Page
Préface	i
Résumé à l'intention de la direction	ii
Faits saillants de l'enquête d'octobre 1981	1
Perspectives régionales	
Région de l'Atlantique	10
Québec	12
Ontario	13
Région des Prairies	15
C.-B. et Région du Nord	17
Tableaux	
Annexe	

PRÉFACE

Ce rapport est fondé sur l'enquête faite en octobre 1981 par le ministère de l'Industrie et du Commerce sur les prévisions d'investissements et à laquelle ont participé quelque trois cents grandes entreprises. L'étude n'englobe pas les petites entreprises, la construction domiciliaire, l'agriculture ou la pêche. Elle ne couvre pas non plus les dépenses gouvernementales directes. Par conséquent, les conclusions de l'enquête ne peuvent, sans redressement, s'appliquer à l'ensemble de l'économie.

Il faut donc considérer les données qui figurent dans ce rapport comme les prévisions ou projets d'investissements d'un échantillon de grandes entreprises à un moment donné. Par conséquent, ces données doivent être interprétées avec précaution car elles ne donnent pas une image complète des investissements effectués dans l'économie. En outre, ces projections peuvent être modifiées par l'évolution des conditions sur les marchés canadiens et étrangers, par des circonstances financières particulières, des conflits de travail et d'autres facteurs qui contribuent au fort degré d'incertitude du climat des investissements. Ces données s'avèrent néanmoins utiles car elles permettent de faire connaître les modifications apportées aux dépenses prévues depuis l'enquête précédente, en plus de cerner les facteurs qui ont amené ces changements; elles fournissent en outre une description assez détaillée des prévisions d'investissements.

RÉSUMÉ À L'INTENTION DE LA DIRECTION

L'enquête du ministère de l'Industrie et du Commerce menée en octobre 1981 sur les prévisions d'investissements a porté sur quelque 300 grandes entreprises et permet donc d'obtenir des informations à jour sur les immobilisations des entreprises pour 1982. Voici quelques faits saillants de ce rapport:

i) Les résultats de l'enquête, après redressement, laissent à entendre que les dépenses des entreprises en 1982 augmenteront de 13 à 15 % en dollars courants. Cela correspond à une augmentation de l'ordre de 2 à 3 % en valeur réelle, chiffre que l'on peut comparer à un accroissement de 5 à 7 % en 1981, à une augmentation de 8,6 % en 1980 et à un accroissement de 12,1 % rapportée en 1979 comme en font état les Comptes nationaux.

ii) Les provinces de l'Atlantique, la Colombie-Britannique et les provinces des Prairies jouissent d'une position privilégiée, chacune ayant un pourcentage d'augmentation plus élevé que la moyenne pour 1982: 31 %, 30 % et 26 % respectivement en dollars courants. (Il faudrait réduire quelque peu ces chiffres pour obtenir l'accroissement du secteur des affaires en entier dans chacune de ces régions).

iii) Si on la compare à un sondage semblable mené en avril 1981, cette enquête récente permet de percevoir une progression des projets d'investissements pour la période de 1983 à 1985.

FAITS SAILLANTS DE L'ENQUÊTE D'OCTOBRE 1981

FAITS SAILLANTS DE L'ENQUÊTE D'OCTOBRE 1981

Vue d'ensemble

L'enquête d'octobre 1981* donne une indication des projets d'investissements pour 1982 en tenant compte de la conjoncture économique au moment de l'enquête. Les résultats laissent prévoir que les investissements du monde des affaires en 1982 continueront d'être un des points forts de l'économie canadienne, quoique à un rythme plus modéré.

Au cours du printemps de 1981, les quelques 300 grandes entreprises qui ont participé à notre enquête prévoyaient que leurs immobilisations en 1982 augmenteraient d'environ 14 % en dollars courants par rapport à 1981 (sauf avis contraire, les montants en dollars et les taux de changement dans ce rapport sont calculés en dollars courants). Ces mêmes entreprises prévoient maintenant un accroissement de 21 % en 1982. Ce changement résulte toutefois d'une révision en baisse de 5,1 % par rapport aux niveaux de 1981, plutôt qu'à une amélioration des perspectives pour 1982.

Il faut noter que l'enquête ne porte pas sur les petites entreprises, la construction domiciliaire, l'agriculture, les dépenses directes du gouvernement, etc. Par conséquent les résultats de l'enquête ne peuvent, sans redressement, s'appliquer à l'ensemble de l'économie.

Il convient en outre de noter que les projets d'investissements et les investissements réels sont deux choses différentes. L'expérience nous a permis de constater que les entreprises participant à l'enquête surestimaient généralement leurs plans initiaux d'investissements par rapport à leurs réalisations.

---

* Voir l'annexe pour plus de précisions sur la nature et la portée de l'enquête

Il importe aussi de remarquer que l'enquête a été faite avant que le budget fédéral ne soit dévoilé. Les entreprises participant au sondage d'octobre ne pouvaient tenir compte de ce budget au moment où elles mettaient à jour leurs plans d'investissements.

Pour évaluer le climat des investissements des entreprises canadiennes, il faut tenir compte d'un certain nombre de facteurs positifs. La force sous-jacente des investissements d'affaires se situe dans le domaine du pétrole, du gaz et de l'industrie pétrochimique y compris les pipelines et les services commerciaux (commerce et finance). De plus, plus de la moitié des entreprises participant à notre enquête prévoit réaliser en 1982 des profits plus élevés qu'en 1981.

S'il est vrai que les dépenses d'investissements des entreprises ont été exceptionnelles au cours des trois dernières années, des signes laissent toutefois entrevoir un climat général moins favorable. De 1979 à 1981, les dépenses réelles pour les installations (à l'exception de la construction domiciliaire) ont augmenté d'environ 27 % au cours des trois ans (comme en font état les Comptes nationaux) alors que le Produit national brut réel n'a augmenté que de 6 %. Il semble qu'une capacité excédentaire existe au sein de l'économie canadienne et que les investissements augmenteront par le fait même moins rapidement.

Par ailleurs, la hausse considérable et rapide des taux d'intérêt a entraîné l'ajournement de nombreux projets marginaux. L'accès au marché des obligations à long terme comme moyen d'emprunt est beaucoup plus restreint. L'augmentation des coûts de l'énergie, de la main-d'oeuvre et des matières premières, diminuera la marge d'autofinancement de certaines entreprises.

Tout compte fait, il semble que les investissements diminueront cette année par rapport au rythme exubérant des trois dernières années. Toutefois, les perspectives actuelles ne laissent pas présager d'arrêts brusques des investissements mais leur poursuite à un rythme plus modéré qui, cette année, fournira tout de même un stimulant modeste à l'économie canadienne.

Ainsi, après rajustement, et compte tenu de certains facteurs susmentionnés, les résultats de l'enquête d'octobre 1981 permettent de prévoir que l'augmentation des dépenses réelles ou effectives des entreprises au titre des installations (à l'exception de la construction domiciliaire) pour l'ensemble de l'économie pourrait atteindre entre 2 et 3 % en termes réels en 1982. Ce chiffre se compare à un taux de progression de 5 à 7 % pour 1981 et à des augmentations de 8,6 % pour 1980 et de 12,1 % pour 1979, comme en font état les Comptes nationaux.

Les entreprises qui ont participé à l'enquête s'attendent à ce que les dépenses relatives aux installations atteignent environ $39 milliards en dollars courants, soit une augmentation d'environ $7 milliards par rapport à 1981. Environ les trois-quarts de cet accroissement de $7 milliards sont attribuables au tiers des entreprises sondées, qui appartiennent à quatre groupes principaux, notamment les compagnies de pétrole et de gaz, les services publics, les sociétés minières et de produits chimiques. (Tableau 1).

Perspectives des industries manufacturières

Selon les prévisions, en 1982, les investissements des entreprises manufacturières dans les installations approcheront $9 milliards en dollars courants, soit 9 % de plus que les prévisions pour 1981. Les investissements de 1982 représentent une diminution de 4 % par rapport au niveau prévu en avril dernier et reflètent les ajustements qui ont été faits par les industries du matériel de

transport et les sociétés de métaux primaires. Les plus fortes dépenses sont concentrées dans le secteur des industries chimiques et manufacturières diverses. Les projets de dépenses des sociétés de matériel de transport devraient diminuer d'environ un tiers. Les fabricants d'aliments et de boissons, les sociétés de produits forestiers et de métaux de première transformation indiquent des dépenses plus faibles dans le domaine des nouvelles installations et du nouveau matériel pour 1982 (tableau 1 et tableau 2).

Perspectives des industries non manufacturières

On prévoit que les projets d'investissements du secteur non manufacturier atteindront en 1982 environ $30 milliards en dollars courants, soit une augmentation d'environ 25 % par rapport au niveau révisé de 1981. Les points forts les plus notables sont dans le domaine des sociétés de pétrole et de gaz ainsi que dans les entreprises minières, sociétés financières et commerciales. Les plans d'investissements des services d'électricité pour 1980 laissent entrevoir une augmentation prévue de 17 % et les dépenses des sociétés de transport de pétrole et de gaz par pipelines augmenteront de 23 p. cent. Les plans des sociétés de transport et d'entreposage indiquent des dépenses relativement faibles.

Motifs et genres de modifications des investissements en 1982

Environ 46 % des entreprises ont fait état de la révision en hausse de leurs investissements pour 1982, alors que 41 % annonçaient des révisions en baisse et que 13 % indiquaient qu'il n'y aurait pas de changement par rapport à l'enquête d'avril 1981.

Il a été établi que de meilleures évaluations, la demande du marché intérieur et les exigences de la capacité de production ont été les principaux facteurs incitant les entreprises à réviser en hausse leurs plans d'investissements pour 1982. Les sociétés qui ont fait

état de révisions vers le bas, ont indiqué qu'entre autres facteurs, la demande sur les marchés intérieur et étranger, leurs taux de rendement, le financement et les reports ont motivé leurs décisions. Pour de plus amples détails, voyez les tableaux 18 à 27.

Coûts des biens d'équipement

Le facteur de redressement du coût moyen, ou taux d'inflation utilisé par les grandes entreprises dans leur évaluation des budgets d'investissements pour 1982 a été de 11 % supérieur à celui de 1981. Les facteurs de redressement des coûts prévus varient de 9,7 % en 1980 pour l'Ontario à 11,8 % pour le Québec (tableau 6).

Les facteurs de redressement du coût moyen du secteur industriel se trouvent au tableau 7. On remarque que les entreprises forestières, d'aliments et de boissons prévoient une plus grande augmentation des coûts de la période de 1982 à 1985 que celle que connaîtra le secteur manufacturier dans son ensemble. Dans le secteur non manufacturier, les services d'électricité, de commerce extérieur, des finances et d'autres sociétés commerciales, ainsi que les sociétés pétrolières et gazières prévoient de plus forts accroissements de frais que le groupe pris globalement.

Comparaison des immobilisations des secteurs public et privé

Les dépenses d'immobilisations des grandes entreprises du secteur public ou gouvernemental (c'est-à-dire les sociétés d'État) devraient progresser de 23 % en 1982, soit un peu plus rapidement que les 20 % du secteur privé (Tableau 11). Les augmentations d'investissements publics plutôt que privés expliquent plutôt les révisions en hausse des plans d'investissement pour 1982, survenus entre les enquêtes d'avril 1981 et d'octobre 1981. Le secteur privé prévoit réduire ses investissements de $130 millions alors que le secteur public pense augmenter les siens à $430 millions en 1982, de

sorte que la part publique représente maintenant 31 % des dépenses d'investissement total pour 1982 (tableau 10). Pour 1981, les secteurs privé et public ont indiqué des révisions en baisse de leurs investissements déclarés précédemment (4,8 p. cent et 5,7 % respectivement). Par contre, pour 1982, le secteur public a indiqué une révision en hausse d'environ 4 p. cent entre les enquêtes alors que le secteur privé a apporté une révision en baisse de 1/2 % (tableau 11).

À l'échelon des régions, la part gouvernementale des investissement varie de 22 % dans les Prairies à 54 % au Québec pour 1982 (tableau 10). Dans le secteur public, la Colombie-Britannique et la région du Nord, les régions de l'Atlantique et des Prairies s'avèrent des points forts en 1982 avec des améliorations annuelles de 67, 34, et 33 % respectivement (tableau 11). Pour 1981, dans ce secteur, les investissements déclarés ont baissé par rapport aux prévisions antérieures dans toutes les régions sauf celle de l'Atlantique. Pour 1982, les dépenses prévues au Québec ou en Colombie-Britannique et dans la région du Nord ont régressé par rapport à celles qu'indiquait l'enquête d'avril 1981 alors que les investissements dans la région des Prairies et en Ontario ont progressé substantiellement.

Dans le secteur privé en 1982, la région de l'Atlantique occupe la première place avec une hausse prévue de 30 %. Pour 1981, les investissements déclarés sont inférieurs aux niveaux antérieurs dans toutes les régions sauf celle de l'Atlantique. De même, les investissements prévus pour 1982 diminueront partout, sauf en Ontario.

Sociétés étrangères et sociétés canadiennes

Si l'on partage les sociétés qui ont participé à l'enquête en deux groupes, celui des sociétés de propriété canadienne et celui des sociétés de propriété étrangère, on constate que les sociétés de

propriété canadienne prévoient ue augmentation de 20 % de leurs immobilisations en 1982 par rapport à un accroissement de 23 % dans le cas des sociétés de propriété étrangère (tableau 9). Les sociétés de propriété canadienne représentent environ les deux-tiers des investissements totaux signalés par l'enquête alors que les sociétés de propriété étrangère englobent le reste. (tableau 8).

Les dépenses des entreprises canadiennes relativement aux installations expliquent à elles seules la révision en hausse d'environ $300 millions dans les plans d'investissements pour 1982 (entre les enquêtes d'avril et d'octobre). Les révisions apportées aux intentions d'investissements par les entreprises étrangères participant à l'enquête de 1982 équivalaient à une réduction de quelque $50 millions alors que les sociétés canadiennes augmentaient leurs prévisions d'environ $350 millions, d'où la différence de $300 millions.

Sur le plan régional, la proportion des investissements associés aux entreprises canadiennes varie d'un maximum de 83 % au Québec pour 1982 à 51 % en Colombie-Britannique et dans le Nord (tableau 8). Les entreprises canadiennes ont révisé à la hausse leurs plans d'investissements par rapport à l'enquête d'avril 1981, pour l'année 1982 en Ontario, dans les Prairies et dans la région de l'Atlantique. Les entreprises étrangères ont des plans d'investissements décroissants pour 1982 dans toutes les régions sauf l'Ontario (tableau 9).

Investissements possibles à moyen terme

Les grandes sociétés n'ont pas inclus dans leurs projets d'investissements un total d'environ $19 milliards; néanmoins, elles croient que ces sommes pourraient très bien être investies à moyen terme. Sur le plan régional, les entreprises ayant leur siège social dans les Prairies ont déclaré environ $12 milliards ou 66 % du total

des investissements possibles. Les entreprises de l'Ontario indiquaient environ $4 milliards ou 20 % du total. Des investissements possibles prévus par les entreprises de l'Ontario se trouvent surtout dans le secteur non manufacturier, plus précisément les entreprises de pétrole et de gaz et de transport par pipelines. Le secteur non manufacturier dans l'Ontario et dans les Prairies (principalement les sociétés pétrolières et gazières) comptent collectivement pour environ 80 p. cent des plans d'investissements éventuels (tableau 14).

Facteurs qui influent sur les investissements

Les entreprises ont mentionné le plus souvent le coût du financement, c'est-à-dire les taux d'intérêt élevés, comme étant le facteur le plus déterminant des investissements courants et éventuels (tableau 15). Les politiques économiques du gouvernement fédéral spécifiquement destinées à l'industrie ont figuré aussi au premier plan des préoccupations des entreprises comme dans les enquêtes précédentes. La marge d'autofinancement, les taux de rendement, les ventes prévues à l'étranger et la disponibilité du financement ont été mentionnés plus fréquemment que dans l'enquête d'avril comme des facteurs influant sur les plans d'investissements des sociétés.

Objectifs des investissements

Sur les 300 sociétés qui ont participé à l'enquête, 221 ont réparti leurs investissements par objectif et environ 75 % des immobilisations pour l'année 1982 ont été affectés aux diverses catégories d'objectifs cités. La plus grande partie des immobilisations est toujours destinée à l'expansion des installations actuelles ainsi qu'aux nouvelles installations à de nouveaux emplacements. Consulter les tableaux 28, 29 et 30 pour plus de détails.

Investissements à moyen terme

Une comparaison des résultats de cette enquête avec ceux de l'enquête d'avril 1981 montre une augmentation des plans précédents d'investissements pour la période de 1983 à 1985 pour le Canada dans son ensemble. Ce redressement est attribuable surtout au secteur non manufacturier, qui représente environ 75 % de ces prévisions en hausse. Les plans d'investissement accrus se trouvent surtout dans les secteurs du pétrole et du gaz et des communications parmi les industries représentées par l'enquête. Dans le secteur manufacturier, l'augmentation provient surtout des améliorations dans les secteurs chimiques et dans les secteurs manufacturiers divers.

Sur le plan régional, l'Ontario et la région de l'Atlantique montrent la plus grande révision en hausse entre les deux enquêtes pour la période de 1983 à 1985. Consulter les tableaux 12, 13, 16 et 17 pour plus de détails.

Répartition des investissements des entreprises par région

Les tendances des investissements révélées par l'enquête reflètent les progrès réalisés dans les diverses régions en termes généraux; il faut donc les interpréter avec une certaine prudence.

En 1982, par rapport à 1981, les entreprises prévoient consacrer une plus grande proportion de leurs investissements à de nouvelles installations de production en Colombie-Britannique, dans le Nord et dans la région de l'Atlantique. À partir de 1983 cependant, la proportion des investissements dirigés vers l'Atlantique augmentera tandis que celle de la Colombie-Britannique et de la région du Nord diminuera.

La répartition régionale en pourcentage du total des investissements à moyen terme, annoncés par les entreprises ayant

participé à l'enquête d'octobre 1981 est présentée dans le tableau suivant:

Régions	1980	1981	1982	1983	1984	1985
Atlantique	6.0	6.4	7.0	7.0	7.5	7.8
Québec	20.1	17.5	16.2	16.8	16.2	17.1
Ontario	25.7	26.8	26.7	23.8	23.7	22.2
Prairies	28.0	30.9	31.2	31.2	31.7	33.7
C.-B. et Nord	17.2	14.5	15.6	17.9	17.7	15.8
Non réparties*	3.0	3.9	3.3	3.3	3.2	3.4

Perspectives régionales

Région de l'Atlantique (tableaux 31 à 34)

En 1982, les investissement relatifs aux installations que les sociétés enquêtées comptent effectuer dans la région de l'Atlantique devraient atteindre environ $2,8 milliards. (Comme il a été mentionné auparavant, les sommes en dollars et les pourcentages sont calculés en dollars courants). Cette somme représente une augmentation de 31 % par rapport à 1981 (tableau 31).

Les immobilisations du secteur manufacturier dans la région de l'Atlantique devraient augmenter de quelque 11 % en 1982, pour atteindre $570 millions. Dans ce secteur, les industries des métaux

---

* Comprend les investissements qui n'ont pas été attribués à une région en particulier car nous ne savions pas exactement à quelle région ils étaient destinés. On y trouve également des dépenses pour l'achat de machines et de matériels mobiles, par exemple, du matériel ferroviaire roulant, des navires, etc.

de première transformation et des produits forestiers prévoient les hausses les plus importantes pour 1982.

Dans le secteur non manufacturier de la région de l'Atlantique, les immobilisations devraient atteindre $2 191 millions, soit 38 % de plus qu'en 1981. Les secteurs qui ont progressé le plus par rapport à l'année précédente sont ceux des société pétrolières et gazières et des sociétés commerciales et financières. Les investissements des sociétés minières devraient augmenter d'environ 1/8 en 1982 après avoir plus que doublé en 1981.

Les sociétés d'État, qui ont déclaré environ 43 % des immobilisations prévues dans la région de l'Atlantique en 1982 (tableau 10), ont révisé en hausse leurs projets d'investissement de près de 3,5 % en 1982, conforme à la moyenne du Canada. Par contre, le secteur privé a procédé à une baisse de 1,7 % de ses projets d'investissement pour l'année 1982, depuis la dernière enquête. Les deux secteurs ont signalé des révisions en hausse de 1 et 2 % respectivement de leurs investissements pour 1981 (tableau 33).

Les entreprises de propriété étrangère prévoient augmenter leurs investissements pour de nouvelles installations de près de 25 % dans les provinces de l'Atlantique en 1982, alors que les entreprises de propriété canadienne prévoient les augmenter de près de 35 %. Les sociétés de propriété canadienne montrent une révision en hausse de 4 % par rapport à l'enquête précédente de leurs investissements prévus pour 1982; cela découle à peu près également des augmentations dans les niveaux absolus d'investissements par les secteurs manufacturier et non manufacturier. Par contre, les entreprises de propriété étrangère font état d'une réduction de presque 7 % dans leurs plans d'investissements pour 1982 dans la région de l'Atlantique qui est concentrée surtout dans le secteur manufacturier (tableau 32).

Québec (tableaux 35 à 38)

L'enquête d'octobre 1981 montre que les grandes sociétés qui investissent dans de nouvelles installations au Québec prévoient investir $5,9 milliards en 1982, soit une augmentation de 10 % par rapport à $5,3 milliards en 1981. Ce niveau d'investissement pour 1982 représente une baisse de 8 % par rapport à celui rapporté en avril 1981 (tableau 35).

Au Québec, les immobilisations du secteur manufacturier devraient atteindre environ $1,2 milliard en 1982, soit à peu près la même chose qu'en 1981. Les secteurs du matériel de transport et des industries manufacturières diverses indiquent la plus forte progression par rapport à l'année précédente alors que les secteurs des métaux de première transformation et de produits chimiques accusent un déclin.

L'augmentation de 13 % des immobilisations en 1982 pour le secteur non manufacturier au Québec est inférieure à la moyenne nationale de 25 % pour ce secteur. Il est à noter que le secteur non manufacturier au Québec subit fortement l'influence des investissements des grandes sociétés d'État. La plus forte augmentation par rapport à l'année précédente en 1982 revient aux sociétés de pétrole et de gaz, aux sociétés commerciales et financières et au secteur minier. Le secteur des services publics annonce des plans d'investissements relativement faibles.

Les sociétés d'État qui comptent pour environ 50 % des investissements totaux au Québec (tableau 10), devraient augmenter leurs investissements de 4 % en 1982. Les investissements du secteur privé au Québec qui devraient augmenter de 19 % en 1982 constituent le facteur déterminant de l'augmentation globale de 10 % dans les investissements (tableau 37).

Les sociétés dont le siège social est au Québec sont plus optimistes en ce qui concerne les perspectives de 1982 que celles de 1981. Cela est particulièrement vrai pour les ventes à l'exportation et les ventes intérieures. De plus, les profits et le nombre d'emplois devraient s'améliorer en 1982 (tableau 38).

En octobre 1981, les sociétés dont le siège social est au Québec ont déclaré qu'elles envisageaient des investissements de quelque $1 milliard qui ne figure pas dans leurs projets d'immobilisation mais qui étaient néanmoins considérés comme offrant de très grandes possibilités de réalisation à moyen terme (tableau 14). La marge d'autofinancement, le coût du financement, les taux de rendement et les ventes prévus étaient mentionnés le plus souvent comme facteurs touchant les plans d'investissements de ces sociétés (tableau 15). Il y a lieu de remarquer une diminution de la fréquence des réponses qui attribuent aux taux de change et aux politiques du gouvernement fédéral un effet négatif sur les plans d'investissements.

Ontario (tableaux 39 à 42)

Les sociétés prévoyant des immobilisations en Ontario ont déclaré lors de l'enquête d'octobre 1981 qu'elles prévoyaient que leurs investissements en 1982 approcheraient les $10 milliards, soit une augmentation de 19 % ou de $1,6 milliard par rapport au niveau révisé de 1981 (tableau 39).

En 1982, les investissements du secteur manufacturier en Ontario devraient atteindre environ $3,8 milliards soit une augmentation de 4 p. cent par rapport à 1981. Les secteurs des produits chimiques et des métaux de première transformation sont les principaux facteurs de cette progression. Les entreprises de produits chimiques en particulier prévoient accroître leurs investissements en Ontario d'environ 50 % en 1982. Les entreprises de fabrication de matériel de transport ont annoncé une diminution de leurs investissements pour 1982.

Dans le secteur non manufacturier en Ontario,les investissements en 1982 augmenteront de 30 % soit légèrement au-dessus de la moyenne nationale de 25 % pour ce secteur. Les sociétés de transport de pétrole et de gaz par pipelines, les sociétés pétrolières et gazières et les entreprises minières seront les principaux responsables de cette augmentation des investissements.

Les investissements du secteur privé en Ontario pour 1982 devraient progresser d'environ 15 %, comparativement à une augmentation de 27 % dans le secteur public du monde des affaires (tableau 41). Les immobilisations du secteur privé comptent pour environ 60 % ou $940 millions de l'augmentation de $1,6 milliard comparativement à l'année précédente en Ontario pour 1982. Les révisions en hausse des intentions d'investissements par rapport à l'enquête d'avril pour 1982 par les secteurs public et privé des entreprises participant à l'enquête totalisaient environ $330 et $390 millions respectivement, soit un total de $720 millions, ou 7,5 %.

Les entreprises de propriété étrangère prévoient diminuer leurs investissement en Ontario d'environ 1 % en 1982, alors que les entreprises de propriété canadienne envisagent une augmentation de 27 % (tableau 40). Pour ce qui est des entreprises de propriété canadienne, le secteur fort en 1982 sera surtout le secteur non manufacturier qui affiche une augmentation de 26 % ou $1,1 million par rapport à 1981. Dans le segment des entreprises de propriété étrangère, la diminution des plans d'investissements du secteur manufacturier, plus particulièrement du matériel de transport et des produits forestiers, fait plus que compenser les augmentations du secteur non manufacturier (sociétés minières, pétrolières et gazières).

Les entreprises dont le siège social est situé en Ontario sont légèrement plus optimistes quant à leurs recettes ainsi qu'aux conditions financières pour 1982 qu'elles ne l'étaient pour 1981

(tableau 42). Elles sont aussi optimistes quant à leurs ventes au pays et à l'étranger en 1982.

Des investissements dépassant $3,5 milliards n'ont pas été inclus dans les projets d'investissements des sociétés dont le siège social est en Ontario. Cependant, les probabilités de réaliser ces investissements au cours des prochaines années sont grandes. Environ 90 % de ces investissements envisagés ont été déclarés par des entreprises non manufacturières, plus particulièrement par des sociétés pétrolières et gazières. Les investissements envisagés par les entreprises manufacturières concernent particulièrement les aliments et boissons et le matériel de transport.

En octobre 1981, comme en avril, le coût du financement était le facteur le plus fréquemment mentionné par les sociétés dont le siège social est en Ontario comme ayant une influence négative sur les projets d'investissement (tableau 15). La marge d'autofinancement prévue, les politiques gouvernementales, les taux de rendement , le climat des affaires du Canada soulèvent aussi des préoccupations. La disponibilité des fonds semble constituer davantage un problème maintenant pour les sociétés ayant leur siège social en Ontario que ça n'était le cas en avril 1981.

Région des Prairies (tableaux 43 à 50)

Les immobilisations totales dans les Prairies en 1982 devraient atteindre environ $11,8 milliards, soit une augmentation de 26 % par rapport au niveau révisé de 1981. Ce chiffre représente une augmentation de presque 2 % ou $200 millions par rapport au chiffre prévu pour 1982 dans l'enquête d'avril 1981 (tableau 43). Les investissements en Alberta pour 1982 devraient augmenter de 30 %, au Manitoba de 25 % et de 12 % en Saskatchewan. Plus de 70 % des investissements prévus pour les Prairies seront alloués à l'Alberta qui, de ce fait, occupe la place prépondérante dans la région.

Les investissements des industries manufacturières dans les Prairies devraient augmenter de 32 % en 1982 (tableau 43). Cette augmentation est due principalement aux intentions d'investissements des sociétés de produits chimiques qui prévoient augmenter leurs dépenses de plus de 50 % en 1982. Les investissements dans les entreprises manufacturières au Manitoba et en Saskatchewan devraient progresser d'environ 5 % en 1982, alors que les investissements des entreprises manufacturières en Alberta devraient augmenter de 37 % (tableaux 44 et 45).

Avec les chiffres de $10,6 milliards en 1982, les investissements des industries non manufacturières dans les Prairies connaissent une augmentation de 25 % par rapport aux chiffres révisés de 1981 (soit le même pourcentage d'accroissement pour le secteur non manufacturier dans l'ensemble du Canada (tableau 47). Les investissements du secteur non manufacturier prévu pour l'Alberta ont été révisés en hausse depuis l'enquête d'avril 1981 (environ 2 %). Ils prévoient maintenant augmenter de 30 % par rapport au niveau de 1981. Tous les secteurs non manufacturiers en Alberta à l'exception des entreprises de communication, ont accru leurs dépenses de 1982 par rapport au niveau de 1981 (tableau 45). Selon les prévisions, les investissements du secteur non manufacturier au Manitoba et en Saskatchewan augmenteront de 16 % en 1982. Cette progression découlera des investissements prévus par les sociétés minières au Manitoba et en Saskatchewan aussi bien que des investissements des sociétés pétrolières et gazières en Saskatchewan.

En 1982, les investissements du secteur privé dans les Prairies augmenteront de 24 %, comparativement à 33 % pour le secteur public. Depuis avril 1981 le secteur public ou gouvernemental dans les Prairies a relevé de 15 % ses investissements prévus pour 1982, ce qui est légèrement au-dessus de la moyenne nationale de 4 %. Cet accroissement contraste avec une réduction de presque 2 % des investissements prévus par le secteur privé pour 1982 (tableau 47).

Les sociétés canadiennes et étrangères prévoient augmenter de leurs immobilisations dans les Prairies pour 1982, de 24 et de 28 % respectivement (tableau 46).

Les sociétés dont le siège social est dans les Prairies sont généralement plus optimistes concernant les perspectives de 1982 qu'elles ne l'étaient pour 1981, plus particulièrement en ce qui concerne les profits et les ventes au pays (tableau 50). Ces sociétés toutefois sont légèrement moins optimistes en ce qui concerne les investissements à l'étranger.

Des immobilisations d'environ $12 milliards n'étaient pas incluses dans les plans d'investissements des sociétés ayant leur siège social dans les Prairies mais ces entreprises considèrent que ces projets seront fort probablement réalisés à moyen terme (tableau 14).

En octobre 1981, tout comme en avril 1981, les facteurs mentionnés le plus souvent au sujet des plans d'investissements étaient les politiques des gouvernements fédéral et provinciaux (tableau 15). Le coût du financement semble être un plus grand problème maintenant et la marge d'autofinancement continue à être un problème.

Colombie-Britannique et région du Nord (tableaux 51 à 54)

En 1982, les prévisions d'investissements en Colombie-Britannique et dans la région du Nord (y compris le Yukon et les Territoires du Nord-Ouest) devraient atteindre $5,4 milliards. Ce chiffre d'investissements dépasse d'environ 30 % ou $1,2 milliard les chiffres révisés de 1981 ($4,1 milliards). Cependant, ce niveau représente une réduction de $400 millions par rapport aux prévisions d'avril 1981 (tableau 51).

Les investissements du secteur manufacturier dans cette région devraient atteindre environ $1 milliard en 1982, soit une réduction de 1 % par rapport à 1981. Le secteur des produits forestiers et des divers secteurs manufacturiers font plus que compenser les augmentations dans le secteur des métaux de première transformation.

Les investissements des industries non manufacturières en Colombie-Britannique et dans la région du Nord devraient atteindre $4,3 milliards en 1982 soit une augmentation de 40 % par rapport à 1981, ce qui est supérieur à la moyenne nationale de 25 % pour ce secteur. Ces plans d'investissement des entreprises pétrolières et gazières, des entreprises de transport et d'entreposage sont les causes principales de cette augmentation. Les sociétés minières prévoient réduire leur niveau d'investissement en 1982.

Les dépenses pour 1982 du secteur public pour les nouvelles installations devraient augmenter d'environ 67 % (tableau 53). Les investissements du secteur privé pour 1982 devraient augmenter d'environ 18 %.

Les entreprises de propriété étrangère investissant en Colombie-Britannique et dans la région du Nord devraient augmenter leurs investissements d'environ 31 % en 1982, alors qu'une augmentation de 28 % est prévue par les entreprises de propriété canadienne. Les secteurs étranger et canadien dans les régions de la Colombie-Britannique progresseront davantage en 1982 que la moyenne nationale, ce qui est contraire à la tendance de 1981 (tableau 52).

Les entreprises ayant leur siège social en Colombie-Britannique et dans la région du Nord sont plus optimistes face aux perspectives de 1982 qu'elles ne l'étaient pour 1981, plus particulièrement quant aux ventes au pays et à l'étranger, à la conjoncture économique au Canada et aux profits (tableau 54).

Les sociétés dont le siège social se trouve en Colombie-Britannique et dans la région du Nord ont déclaré des investissements de $1,5 milliard, qui n'avaient pas été inclus dans les budgets soumis. Néanmoins ces entreprises considèrent que ces projets seront fort probablement réalisés dans les prochaines années. Les entreprises manufacturières (tableau 14) ont déclaré presque tout ce montant.

Les sociétés enquêtées ont mentionné le plus souvent les politiques du gouvernement canadien et le coût du financement comme éléments susceptibles d'influer sur les projets d'investissements des entreprises de cette région. En fait, la fréquence de ces réponses pour ces deux facteurs a doublé depuis l'enquête d'avril 1981 (tableau 15). La marge d'autofinancement et la disponibilité des fonds semblent soulever plus de problèmes maintenant qu'en avril 1981.

TABLEAUX

TABLEAU 1

DÉPENSES EN IMMOBILISATIONS* DE CERTAINES GRANDES ENTREPRISES EN 1981 ET PROJETS POUR 1982 (CANADA)

(En millions de dollars courants)

Industrie	1981 Déclarations d'avril 1981	1981 Déclarations d'oct. 1981	1982 Déclarations d'avril 1981	1982 Déclarations d'oct. 1981
Aliments et boissons	438.9	401.1	444.9	426.5
Produits forestiers	2,324.5	2,055.5	2,307.1	2,167.1
Métaux de Première Transf.	1,730.9	1,668.7	1,975.1	1,812.0
Produits chimiques	1,298.5	1,155.0	1,553.5	1,685.3
Matériel de transport	1,637.5	1,362.2	1,142.5	885.7
Autres industries manufact.	1,357.5	1,357.7	1,714.9	1,775.4
Total des industries manufacturières	8,787.8	8,000.2	9,138.0	8,752.0
Compagnies minières	2,295.4	2,143.2	2,707.0	2,703.8
Cies de pétrole et de gaz	7,551.4	7,270.7	9,731.7	10,114.5
Transport du pétrole et du gaz par pipe-lines	1,705.1	1,915.6	2,354.3	2,354.6
Transport et entreposage	2,098.6	1,976.1	1,926.4	2,204.0
Communications	2,818.9	2,823.8	3,031.2	3,238.8
Services d'électricité	7,311.9	6,879.2	8,296.4	8,022.7
Commerce, finances et autres activités commerciales	1,327.8	1,180.8	1,556.1	1,648.0
Total des industries non-manufacturières	25,109.1	24,189.4	29,603.1	30,286.4
TOTAL	33,896.9	32,189.6	38,741.1	39,038.4

* Seules les données fournies par les entreprises qui ont répondu aux questions des enquêtes d'avril 1981 et d'octobre 1981 relatives aux années 1981 et 1982, soit 279 entreprises, ont servi à l'établissement de ce tableau.

TABLEAU 2

DÉPENSES EN IMMOBILISATIONS* DE CERTAINES GRANDES ENTREPRISES EN 1981 ET PROJETS POUR 1982 (CANADA)

(En millions de dollars courants)

	Révisions survenues entre les enquêtes d'avril 1981 et d'octobre 1981 (Pourcentage)		1982/81 Taux de variation annuels (Pourcentage)	
	1981	1982	Déclarations d'avril 1981	Déclarations d'oct. 1980
Industrie				
Aliments et boissons	-8.7	-4.2	1.3	6.3
Produits forestiers	-11.6	-6.1	-0.8	5.4
Métaux de Première Transform.	-3.6	-8.3	14.1	8.5
Produits chimiques	-11.1	8.4	19.6	45.9
Matériel de transport	-16.9	-22.5	-30.3	-35.0
Autres industries manufact.	0.0	3.5	26.3	30.7
Total des industries manufacturières	-9.0	-4.3	3.9	9.3
Compagnies minières	-6.7	-0.2	17.9	26.1
Cies de pétrole et de gaz	-3.8	3.9	28.8	39.1
Transport du pétrole et du gaz par pipe-lines	12.3	0.0	38.0	22.9
Transport et entreposage	-5.9	14.4	-8.3	11.5
Communications	0.1	6.8	7.5	14.6
Services d'électricité	-6.0	-3.3	13.4	16.6
Commerce, finances et autres activités commerciales	-11.1	5.9	17.1	39.5
Total des industries non-manufacturières	-3.7	2.3	17.8	25.2
TOTAL	-5.1	0.7	14.2	21.2

* Seules les données fournies par les entreprises qui ont répondu aux questions des enquêtes d'avril 1981 et d'octobre 1981 relatives aux années 1981 et 1982, soit 279 entreprises, ont servi à l'établissement de ce tableau.

TABLEAU 3

DÉPENSES EN IMMOBILISATIONS* DE CERTAINES GRANDES ENTREPRISES EN 1981 ET PROJETS POUR 1982 (CANADA)

(En millions de dollars constants de 1981)

Industrie	1981 Déclarations d'avril 1981	1981 Déclarations d'oct. 1981	1982 Déclarations d'avril 1981	1982 Déclarations d'oct. 1981
Aliments et boissons	438.9	401.1	403.4	384.3
Produits forestiers	2,324.5	2,055.5	2,094.6	1,950.2
Métaux de Première Transf.	1,730.9	1,668.7	1,795.5	1,637.6
Produits chimiques	1,298.5	1,155.0	1,410.4	1,525.0
Matériel de transport	1,637.5	1,362.2	1,036.8	802.5
Autres industries manufact.	1,357.5	1,357.7	1,566.2	1,593.5
Total des industries manufacturières	8,787.8	8,000.2	8,306.9	7,893.1
Compagnies minières	2,295.4	2,143.2	2,462.2	2,443.9
Cies de pétrole et de gaz	7,551.4	7,270.7	8,822.7	9,078.7
Transport du pétrole et du gaz par pipe-lines	1,705.1	1,915.6	2,146.4	2,131.8
Transport et entreposage	2,098.6	1,976.1	1,756.5	1,992.2
Communications	2,818.9	2,823.8	2,782.5	2,939.0
Services d'électricité	7,311.9	6,879.2	7,548.7	7,216.7
Commerce, finances et autres activités commerciales	1,327.8	1,180.8	1,430.3	1,475.0
Total des industries non-manufacturières	25,109.1	24,189.4	26,949.3	27,277.3
TOTAL	33,896.9	32,189.6	35,256.2	35,170.4

* Seules les données fournies par les entreprises qui ont répondu aux questions des enquêtes d'avril 1981 et d'octobre 1981 relatives aux années 1981 et 1982, soit 279 entreprises, ont servi à l'établissement de ce tableau.

TABLEAU 4

DÉPENSES EN IMMOBILISATIONS* DE CERTAINES GRANDES ENTREPRISES EN 1981 ET PROJETS POUR 1982 (CANADA)

(En millions de dollars constants de 1981)

	Révisions survenues entre les enquêtes d'avril 1981 et d'octobre 1981 (Pourcentage)		1982/81 Taux de variation annuel (Pourcentage)	
	1981	1982	Déclarations d'avril 1981	Déclarations d'oct. 1981
Industrie				
Aliments et boissons	-8.7	-4.8	-8.1	-4.2
Produits forestiers	-11.6	-6.9	-9.9	-5.2
Métaux de Première Transform.	-3.6	-8.8	3.7	-1.9
Produits chimiques	-11.1	8.1	8.6	32.0
Matériel de transport	-16.9	-22.6	-36.7	-41.1
Autres industries manufact.	0.0	1.7	15.3	17.3
Total des industries manufacturières	-9.0	-5.0	-5.5	-1.4
Compagnies minières	-6.7	-0.8	7.2	14.0
Cies de pétrole et de gaz	-3.8	2.9	16.8	24.8
Transport du pétrole et du gaz par pipe-lines	12.3	-0.7	25.8	11.2
Transport et entreposage	-5.9	13.4	-16.4	0.8
Communications	0.1	5.6	-1.3	4.0
Services d'électricité	-6.0	-4.4	3.2	4.9
Commerce, finances et autres activités commerciales	-11.1	3.1	7.7	24.9
Total des industries non-manufacturières	-3.7	1.2	7.3	12.7
TOTAL	-5.1	-0.3	4.0	9.2

* Seules les données fournies par les entreprises qui ont répondu aux questions des enquêtes d'avril 1981 et d'octobre 1981 relatives aux années 1981 et 1982, soit 279 entreprises, ont servi à l'établissement de ce tableau.

TABLEAU 5.A

COMPARAISON DES INVESTISSEMENTS DE CERTAINES GRANDES ENTREPRISES

(En millions de dollars courants)

Province	Nombre d'entre-prises	1981 Déclarations d'avril 1981	1981 Déclarations d'oct. 1981	1982 Déclarations d'avril 1981	1982 Déclarations d'oct. 1981
Terre-Neuve	34	590.9	622.4	966.7	1,029.0
Île-du-Prince-Edouard	8	15.1	13.9	13.8	13.3
Nouvelle-Écosse	41	685.3	692.9	860.3	781.0
Nouveau-Brunswick	32	695.5	700.9	785.3	814.4
Provinces de l'Atlantique	85	2,064.4	2,102.2	2,746.5	2,760.8
Québec	133	5,605.1	5,339.3	6,400.7	5,886.0
Ontario	173	9,222.4	8,587.0	9,484.3	10,201.9
Manitoba	57	515.9	534.1	596.4	678.3
Saskatchewan	59	1,574.1	1,566.2	1,647.4	1,746.9
Alberta	116	7,100.7	6,805.8	8,776.1	8,885.1
Région des Prairies	148	9,644.3	9,402.2	11,643.7	11,841.1
Colombie-Britannique	110	3,981.6	3,428.6	4,514.1	4,145.6
Yukon	9	87.0	82.4	59.8	66.2
Territoires du Nord-Ouest	17	618.1	562.5	1,008.3	1,026.2
C.-B. et région du Nord	118	4,781.5	4,148.5	5,784.5	5,374.0
CANADA	279	33,896.9	32,189.6	38,741.1	39,038.4

Nota: Ce tableau regroupe des données "assorties" de chaque province ou région. L'assortiment est fait séparément pour chaque province. Par conséquent, les données provinciales ne correspondent pas aux totaux des données régionales et ces derniers ne correspondent pas nécessairement aux totaux assortis du Canada. Voir le point (1) de l'annexe pour la définition du terme "assorti".

TABLEAU 5.B

COMPARAISON DES INVESTISSEMENTS DE CERTAINES GRANDES ENTREPRISES

(Taux de variation)

	Taux de variation annuels		Révisions survenues entre les enquêtes	
	1981/1980	1982/1981	1981	1982
Prov. de l'Atlantique	46.5	31.3	1.8	0.5
Québec	14.5	10.2	-4.8	-8.1
Ontario	38.9	18.8	-6.9	7.5
Prairies	44.2	25.9	-2.6	1.6
C.-B. et région du Nord	10.4	29.5	-13.3	-7.1
Canada	30.3	21.2	-5.1	0.7

Nota: Données réelles de 1980, données préliminaires pour 1981 et projets pour 1982.

TABLEAU 6

PRÉVISIONS DES TAUX DE VARIATION ANNUELS DES COÛTS DES BIENS D'INVESTISSEMENTS DÉCLARÉS EN OCTOBRE 1981

	1981	1982	1983	1984	1985
Prov. de l'Atlantique	11.3	11.5	12.0	10.0	8.2
Québec	11.6	11.8	10.4	10.3	10.7
Ontario	10.3	9.7	9.8	9.0	11.6
Prairies	11.2	11.0	10.8	10.3	11.8
C.-B. et région du Nord	11.0	10.8	9.3	9.2	11.1
Canada	11.1	11.0	11.0	10.3	10.0

TABLEAU 7

FACTEURS DE REDRESSEMENT DES COÛTS DE 1980 À 1985

INDUSTRIE	1980	1981	1982	1983	1984	1985
Aliments et boissons	100.0	111.9	124.0	138.1	153.4	170.7
Produits forestiers	100.0	110.9	123.2	137.2	152.2	168.3
Métaux de Première Transform.	100.0	111.5	123.5	136.5	147.8	162.6
Produits chimiques	100.0	110.7	122.2	134.7	149.0	166.2
Matériel de transport	100.0	110.3	121.8	133.3	146.1	157.7
Autres industries manufact.	100.0	110.8	123.6	136.2	149.5	164.4
TOTAL DES INDUSTRIES MANUFACTURIÈRES	100.0	110.9	123.0	136.1	149.8	165.6
Compagnies minières	100.0	110.6	122.5	135.0	150.3	165.0
Cies de pétrole et de gaz	100.0	111.1	123.9	137.9	152.3	167.7
Transport du pétrole et du gaz par pipe-lines	100.0	110.2	121.7	134.8	148.7	163.5
Transport et entreposage	100.0	111.3	123.1	134.6	147.2	160.0
Communications	100.0	110.5	121.8	133.8	146.6	160.6
Services d'électricité	100.0	111.6	124.1	138.2	152.4	167.8
Commerce, finances et autres activités commerciales	100.0	111.1	124.9	139.6	154.8	171.9
TOTAL DES INDUSTRIES NON-MANUFACTURIÈRES	100.0	111.1	123.4	137.0	151.2	166.2
TOTAL BUSINESS	100.0	111.1	123.3	136.9	151.0	166.1

TABLEAU 8

RÉPARTITION DES INVESTISSEMENTS DES ENTREPRISES NATIONALES ET ÉTRANGÈRES PAR RÉGIONS

	Ent nationales		Ent. étrangères	
	1981	1982	1981	1982
Provinces de l'Atlantique	65	67	35	33
Québec	86	83	14	17
Ontario	70	75	30	25
Prairies	55	54	45	46
C.-B. et région du Nord	51	51	49	49
CANADA	65	64	35	36

TABLEAU 9

COMPARAISON DES INVESTISSEMENTS DE CERTAINES GRANDES ENTREPRISES

	Taux de variation annuels		Révisions survenues entre les enquêtes	
	1981/1980	1982/1981	1981	1982
Ent. sous contrôle ca.				
Provinces de l'Atlantique	28.4	34.9	0.9	4.4
Québec	14.8	5.8	-2.2	-5.0
Ontario	37.4	27.2	-2.6	6.7
Prairies	71.9	23.9	-0.1	5.6
C.-B. et région du Nord	4.3	28.4	-19.0	-12.1
CANADA	32.9	20.1	-3.7	1.4
Ent. sous contrôle étr.				
Provinces de l'Atlantique	99.0	24.5	3.5	-6.8
Québec	12.2	37.6	-18.1	-20.5
Ontario	42.5	-0.8	-15.6	9.9
Prairies	20.3	28.3	-5.5	-2.7
C.-B. et région du Nord	17.7	30.7	-6.3	-1.4
CANADA	25.7	23.3	-7.6	-0.4

Nota: Données réelles de 1980, données préliminaires pour 1981 et projets pour 1982. Consulter le tableau 9.A pour les montants en dollars des années 1980, 1981 et 1982.

TABLEAU 9.A

DÉPENSES EN IMMOBILISATIONS DE CERTAINES GRANDES ENTREPRISES
1980-1982

(En millions de dollars courants)

ENTREPRISES NATIONALES ET ENTREPRISES ÉTRANGÈRES

ENSEMBLE DES INDUSTRIES

ENTREPRISES NATIONALES	1980	1981	1982
Provinces de l'Atlantique	1,068	1,372	1,851
Québec	4,004	4 599	4,868
Ontario	4,356	5,986	7,619
Prairies	3,014	5 183	6,424
C.-B. et région du Nord	2,041	2,129	2,733
CANADA	15,708	20,891	25,102
ENTREPRISES ÉTRANGÈRES			
Provinces de l'Atlantique	367	730	910
Québec	659	740	1,018
Ontario	1,824	2,601	2,583
Prairies	3,506	4,219	5,417
C.-B. et région du Nord	1,715	2,020	2,641
CANADA	8,982	11,299	13,937

Nota: Données réelles de 1980, données préliminaires de 1981 et projets pour 1982.

TABLEAU 10

RÉPARTITION DES INVESTISSEMENTS PAR ENTREPRISES DES SECTEURS PUBLIC ET PRIVÉ DANS LES RÉGIONS

	Secteur public		Secteur privé	
	1981	1982	1981	1982
Provinces de l'Atlantique	43	43	57	57
Québec	57	54	43	46
Ontario	29	31	71	69
Prairies	21	22	79	78
C.-B. et région du Nord	23	29	77	71
CANADA	31	31	69	69

TABLEAU 11

COMPARAISON DES INVESTISSEMENTS DE CERTAINES GRANDES COMPAGNIES

	Taux de variation Annuels		Révisions survenues entre les enquêtes	
	1981/1980	1982/1981	1981	1982
Secteur public				
Provinces de l'Atlantique	29.8	33.5	1.1	3.5
Québec	10.9	3.7	-2.4	-5.9
Ontario	41.1	27.4	-2.1	11.6
Prairies	52.0	32.6	-3.3	14.6
C.-B. et région du Nord	4.2	67.4	-29.3	-4.7
CANADA	27.8	23.0	-5.7	3.6
Secteur privé				
Provinces de l'Atlantique	61.9	29.6	2.3	-1.7
Québec	19.6	18.8	-7.8	-10.5
Ontario	38.0	15.3	-8.7	5.8
Prairies	42.2	24.1	-2.4	-1.5
C.-B. et région du Nord	12.4	18.3	-7.1	-8.1
CANADA	31.5	20.4	-4.8	-0.5

Nota: Données réelles de 1980, données préliminaires pour 1981 et projets pour 1982. Voir dans le tableau 11.A les montants en dollars de 1980, 1981 et 1982.

TABLEAUX 11.A

DÉPENSES EN IMMOBILISATIONS DE CERTAINES GRANDES ENTREPRISES
1980-1982

(En millions de dollars courants)

ENTREPRISES DES SECTEURS PUBLIC ET PRIVÉ

ENSEMBLE DES INDUSTRIES

Secteur public	1980	1981	1982
Provinces de l'Atlantique	690	896	1,197
Québec	2,741	3,041	3,155
Ontario	1,749	2,468	3,146
Prairies	1,305	1,984	2,632
C.-B. et région du Nord	905	943	1,580
CANADA	7,777	9,941	12,237
Secteur privé			
Provinces de l'Atlantique	744	1,206	1,564
Québec	1,922	2,299	2,731
Ontario	4,431	6,119	7,056
Prairies	5,214	7,418	9,209
C.-B. et région du Nord	2,850	3,205	3,794
CANADA	16,913	22,249	26,801

Nota: Données réelles de 1980, et données préliminaiers pour 1981 et projets pour 1982.

TABLEAU 12

INTENTIONS D'INVESTISSEMENTS DE CERTAINES GRANDES ENTREPRISES
1980-1985

(En millions de dollars courants)

ENQUÊTE/RÉGION	1980	1981	1982	1983	1984	1985	TOTAL
Octobre 1981*							
Provinces de l'Atlantique (67)	1,246	1,716	2,301	2,553	2,734	2,790	13,340
Québec (106)	4,142	4,684	5,306	6,160	5,904	6,067	32,263
Ontario (138)	5,311	7,155	8,747	8,702	8,606	7,872	46,393
Prairies (119)	5,776	8 260	10 222	11,399	11,521	11,963	59,141
C.-B. et région du Nord (97)	3,551	3,890	5,128	6,538	6,452	5,606	31,166
CANADA (238)	21,832	28,268	34,952	37,854	37,627	37,050	197,583
Avril 1981							
Provinces de l'Atlantique (67)	1,256	1,674	2,286	2,244	2,316	2,248	12,024
Québec (106)	4,143	4,944	5,480	5,418	5,512	5,464	30,961
Ontario (138)	5,562	7,583	8,083	7,503	6,898	6,795	42,434
Prairies (119)	5,803	8,485	10,017	10,663	10 981	11,543	57,492
C.-B. et région du Nord (97)	3,638	4 497	5 530	5,994	6,050	5,473	31,182
CANADA (238)	22,073	29,581	34,344	33,830	33,816	33,916	187,560

Nota:* Données réelles de 1980, données préliminaires pour 1981 et projets pour 1982-1985. Seules les données fournies par les entreprises qui ont répondu aux questions des enquêtes d'octobre 1981 et d'avril 1981 relatives aux années 1980-1985 (réponses détaillées pour chaque année) ont servi à l'établissement de ce tableau et ce, par groupes assortis. Le nombre de compagnies qui ont participé à l'enquête est indiqué entre parenthèses pour chaque région Voir au paragraphe 1) de l'Annexe la définition du terme "assorti".

TABLEAU 13

COMPARAISON DES INVESTISSEMENTS DE CERTAINES GRANDES ENTREPRISES

(Taux de variation)

Révisions survenues entre les enquêtes

	1980 - 1982	1983 - 1985	1980 - 1985
Provinces de l'Atlantique	0.9	18.6	10.9
Québec	-3.0	10.6	4.2
Ontario	-0.1	18.8	9.3
Prairies	-0.2	5.1	2.9
C.-B. et région du Nord	-8.0	6.2	-0.1
CANADA	-1.1	10.8	5.3

TABLEAU 14

INVESTISSEMENTS ENVISAGÉS

Taux de répartition

Entreprises ayant le siège social aux endroits suivants		Entreprises manufacturières	Entreprises non-manufacturières	Total
Prov. de l'Atlantique	(2 sur 15)	0.4	1.0	1.4
Québec	(7 sur 44)	5.0	0.1	5.1
Ontario	(19 sur 139)	2.1	17.6	19.7
Prairies	(12 sur 57)	0.3	65.4	65.7
C.-B. et région du Nord	(10 sur 32)	8.0	0.1	8.1
Ensemble des entreprises	(50 sur 288)	15.8	84.2	100.0 (18,706.3)

Nota: Le nombre des entreprises qui ont participé aux enquêtes est indiqué entre parenthèses.

TABLEAU 15

FACTEURS CONSIDÉRÉS COMME AYANT UNE INFLUENCE SUR LES INVESTISSEMENTS ACTUELS ET FUTURS

(Nombre de réponses)

FACTEURS/RÉGION DU SIÈGE SOCIAL	ATLANTIQUE		QUÉBEC		ONTARIO		PRAIRIES		C.-B. et NORD		TOTAL	
	O81	A81	O81	A81	O81	A81	O81	A81	O81	A81	O81	A81
Règlementation fédérale canadienne	3	3	8	18	46	34	20	27	10	5	88	87
Règlementation canadienne non fédérale	3	2	3	7	16	18	16	19	5	4	43	50
Règlementation de gouv. étrangers	1	1	1	1	11	8	1	4	1	2	15	16
Taux de change	1	1	3	10	17	21	2	2	3	3	26	37
Obstacles non tarifaires (Canada)	-	-	-	1	1	2	-	-	-	-	1	3
Tarif douanier canadien trop élevé	1	1	-	2	-	-	-	-	-	-	1	3
Tarif douanier canadien trop bas	-	-	-	1	4	1	-	-	-	1	4	3
Obstacles douaniers à l'étranger	-	-	-	2	5	3	-	1	-	-	6	6
Autres facteurs d'échanges	-	-	-	-	3	1	2	-	-	-	5	1
Rentrées d'argent prévues	2	3	12	11	42	41	10	10	9	3	75	68
Taux de rentabilité	1	2	9	9	34	32	9	6	2	1	56	50
Autres conditions de financement interne	1	3	1	2	2	6	1	-	1	1	1	12
Coûts de financement	2	3	9	11	59	42	16	12	10	5	97	73
Disponibilité des fonds	-	-	7	6	13	7	4	1	7	3	31	17
Autres conditions de financement externe	-	-	1	-	1	3	-	-	4	-	1	3
Autres facteurs financiers et monétaires	1	-	-	2	5	3	1	-	2	-	9	5
Pénuries de mat. premières	-	-	2	4	4	5	1	1	2	1	9	11
Pénuries d'installations	-	-	-	1	2	2	-	-	-	1	2	4
Pénuries de main-d'oeuvre	-	1	-	1	9	10	6	8	2	3	16	23
Problèmes ouvriers	1	-	1	1	6	7	1	2	2	3	11	13
Ventes prévues au Canada	1	2	7	7	27	26	6	7	3	2	44	44
Ventes prévues à l'étranger	1	-	8	10	24	19	8	6	6	2	47	37
Situation économique prévue au Canada	1	-	6	11	35	37	6	8	8	3	57	59
Situation écon. prévue à l'étranger	1	-	5	8	14	15	-	-	11	2	31	25
Autres facteurs	1	-	-	1	3	3	1	2	0	2	5	8
Taille de l'échantillon	15	15	44	47	139	139	57	57	32	31	288	289

A81 = Enquête d'avril 1981
O81 = Enquête d'octobre 1981

TABLEAU 16

DÉPENSES EN IMMOBILISATIONS* DE CERTAINES GRANDES ENTREPRISES (1980-1985)
EN DOLLARS COURANTS D'APRÈS LES RÉPONSES À L'ENQUÊTE D'OCTOBRE 1981

(1980 = 100.0)

Industrie	Valeur de référence	1980	1981	1982	1983	1984	1985
Aliments et boissons	316.0	100.0	102.8	106.1	113.5	100.1	97.3
Produits forestiers	1,459.3	100.0	131.8	134.8	139.9	125.6	101.5
Métaux de Première Transf.	956.3	100.0	130.5	158.6	141.1	142.5	118.4
Produits chimiques	603.9	100.0	189.2	278.3	394.4	331.6	223.7
Matériel de transport	435.1	100.0	120.6	113.0	135.9	106.6	96.7
Autres industries manufact.	764.9	100.0	111.6	133.2	150.2	143.1	153.5
Total des industries manufacturières	4,535.5	100.0	132.7	154.6	173.6	155.9	129.4
Compagnies minières	1,184.7	100.0	124.6	172.0	165.2	132.4	144.1
Cies de pétrole et de gaz	5,369.1	100.0	132.2	183.8	210.2	230.2	243.2
Transport du pétrole et du gaz par pipe-lines	856.1	100.0	219.2	274.5	146.3	127.6	120.9
Transport et entreposage	1,094.1	100.0	147.9	164.7	169.6	161.5	175.2
Communications	2,315.5	100.0	118.0	136.2	146.9	153.9	162.9
Services d'électricité	5,722.8	100.0	113.0	128.9	152.8	152.3	145.3
Commerce, finances et autres activités commerciales	754.0	100.0	130.4	179.3	196.7	197.2	183.3
Total des industries non-manufacturières	17,296.3	100.0	128.6	161.5	173.3	176.7	180.3
TOTAL	21,831.8	100.0	129.5	160.1	173.4	172.4	169.7

* Seules les données fournies par les entreprises qui ont participé aux enquêtes d'avril 1981 et d'octobre 1981 relatives aux années 1980 à 1985 (chacune de ces années), soit 238 entreprises, ont servi à l'élaboration de ce tableau.

TABLEAU 17

DÉPENSES EN IMMOBILISATIONS* DE CERTAINES GRANDES ENTREPRISES (1980-1985)
EN DOLLARS COURANTS D'APRÈS LES RÉPONSES À L'ENQUÊTE D'AVRIL 1981

(1980 = 100.0)

Industrie	Valeur de référence	1980	1981	1982	1983	1984	1985
Aliments et boissons	314.5	100.0	109 4	111.0	114.6	106.4	104.0
Produits forestiers	1,468.3	100.0	148.1	144.4	121.1	114.2	90.4
Métaux de Première Transf.	957.5	100.0	139.0	149.3	130.7	127.8	108.4
Produits chimiques	590.8	100.0	217.6	262.2	308.3	272.7	180.2
Matériel de transport	666.0	100.0	87.7	81.5	100.9	76.0	60.0
Autres industries manufact.	767.1	100.0	112.2	128.3	129.5	122.6	140.8
Total des industries manufacturières	4,764.2	100.0	138.7	146.4	144.4	132.1	109.9
Compagnies minières	1,196.4	100.0	136.1	170.6	145.7	117.4	129.5
Cies de pétrole et de gaz	5,369.1	100.0	136.9	176.2	193.7	214.2	227.3
Transport du pétrole et du gaz par pipe-lines	860.2	100.0	195.0	273.4	129.2	102.0	113.5
Transport et entreposage	1,059.9	100 0	155.3	144.4	138.1	152.7	186.0
Communications	2,310.5	100.0	118.0	127.3	122.7	125.7	131.5
Services d'électricité	5,740.8	100.0	120.1	134.5	138.9	136.6	134.0
Commerce, finances et autres activités commerciales	771.6	100.0	138.9	170.8	184.3	178.7	162.1
Total des industries non-manufacturières	17,308.5	100.0	132.9	158.1	155.7	159.0	165.7
TOTAL	22,072.7	100.0	134.0	155.6	153.3	153.2	153.7

* Seules les données fournies par les entreprises qui ont participé aux enquêtes d'avril 1981 et d'octobre 1981 relatives aux années 1980 à 1985 (chacune de ces années) soit 238 entreprises, ont servi à l'élaboration de ce tableau.

TABLEAU 18

GENRES DE MODIFICATIONS DES PROJETS

(Répartition en pourcentage des réponses)

Genre de modification	1981	1982	1983-1985
Projets abandonnés	4.5	4.2	3.6
Projets retardés	22.1	20.2	11.8
Réduction des projets actuels	17.6	15.5	12.2
Expansion des projets actuels	6.7	14.6	14.8
Introduction de nouveaux projets	8.5	14.3	17.8
Projets futurs anticipés	1.2	3.6	3.3
Réintroduction de projets retardés	1.2	4.8	7.2
Plans inchangés	38.2	22.9	28.6
Non spécifié	-	-	0.7
TOTAL	100.0	100.0	100.0
Nombre de réponses	330	336	304
Nombre de compagnies	232	222	206

Nota: Les totaux peuvent ne pas correspondre, les chiffres ayant été arrondis.

TABLEAU 19

MOTIFS DE MODIFICATION DES PROJETS

1981

(Répartition en pourcentage des réponses)

Motif de modification	Révisions en hausse	Révisions en baisse	Aucune modification	Total
Demande du marché national	2.7	8.8	0.2	11.7
Demande des marchés étrangers	1.6	4.7	-	6.3
Capacité	1.8	1.6	0.2	3.6
Taux de rendement	0.9	6.8	0.2	7.9
Financement externe	0.7	5.0	-	5.7
Financement interne	0.9	5.2	0.2	6.3
Coûts - main-d'oeuvre	0.5	0.7	-	1.2
Coûts - Autres	-	1.1	-	1.1
Grèves	0.7	1.4	-	2.1
Réglementation du gouvernement	1.6	4.7	-	6.3
Meilleures évaluations	9.2	12.4	0.5	22.1
Reports	2.7	4.7	0.2	7.6
Autres raisons	2.7	4.3	0.2	7.2
Non spécifié	2.0	1.4	7.7	11.1
TOTAL	27.9	62.6	9.5	100.0
Nombre de réponses	124	278	42	444
Nombre d'entreprises	65	130	37	232

Nota: Les totaux peuvent ne pas correspondre, les chiffres ayant été arrondis.

TABLEAU 20

MOTIFS DE MODIFICATION DES PROJETS

1982

(Répartition en pourcentage des réponses)

Motif de modification	Révisions en hausse	Révisions en baisse	Aucune modification	Total
Demande du marché national	9.6	7.3	0.8	17.7
Demande des marchés étrangers	2.5	4.6	0.2	7.3
Capacité	5.4	0.8	0.2	6.4
Taux de rendement	3.5	5.8	0.2	9.5
Financement externe	1.7	4.0	-	5.7
Financement interne	2.9	4.0	-	6.9
Coûts - main-d'oeuvre	0.4	0 2	-	0.6
Coûts - Autres	1.0	0.2	-	1.2
Grèves	0.4	-	-	0.4
Réglementation du gouvernement	2.5	3.5	0.2	6.2
Meilleures évaluations	10.6	6.5	0.4	17.5
Reports	3.5	3.5	0.2	7.2
Autres raisons	3.3	2.1	0.4	5.8
Non spécifié	.8	1.3	5.0	7.1
TOTAL	48.4	43.8	7.7	100.0
Nombre de réponses	232	210	37	479
Nombre d'entreprises	102	90	30	222

Nota: Les totaux peuvent ne pas correspondre, les chiffres ayant été arrondis.

TABLEAU 21

MOTIFS DE MODIFICATION DES PROJETS

1983 - 1985

(Répartition en pourcentage des réponses)

Motif de modification	Révisions en hausse	Révisions en baisse	Aucune modification	Total
Demande du marché national	11.3	5.4	0.5	17.2
Demande des marchés étrangers	5.0	2.4	-	7.4
Capacité	7.5	0.7	-	8.2
Taux de rendement	4.0	4.7	0.2	8.9
Financement externe	1.4	3.3	-	4.7
Financement interne	1.9	3.3	-	5.2
Coûts - main-d'oeuvre	0.7	0.5	-	1.2
Coûts - Autres	1.9	0.5	-	2.4
Grèves	0.2	-	-	0.2
Réglementation du gouvernement	2.4	3.1	-	5.5
Meilleures évaluations	11.8	4.2	0.5	16.5
Reports	3.1	1.7	-	4.8
Autres raisons	4.0	2.1	0.7	6.8
Non spécifié	2.4	0.5	8.3	11.2
TOTAL	57.5	32.3	10.1	100.0
Nombre de réponses	244	137	43	424
Nombre d'entreprises	111	54	41	206

Nota: Les totaux peuvent ne pas correspondre, les chiffres ayant été arrondis.

TABLEAU 22

GENRES ET MOTIFS DE RÉVISIONS EN BAISSE DES IMMOBILISATIONS - CANADA

1981

(Répartition en pourcentage des réponses)

GENRES DE MODIFICATIONS

Motifs de modification	Annulation	Renvoi à plus tard	Réduction	Expansion	Nouveaux Projets	Anticipation	Reprise de projets retardés	Aucune modification	Non spécifié	Total
Demande du marché national	1.4	4.7	4.7	0.4	1.8	-	0.4	0.7	-	14.0
Demande des marchés étrangers	1.1	4.0	1.8	-	0.4	-	-	0.4	-	7.6
Capacité	-	.7	.7	-	0.4	-	0.4	0.4	-	2.5
Taux de rendement	1.8	4.0	3.6	0.4	0.7	-	0.4	-	-	10.8
Financement externe	0.7	4.7	2.2	-	-	-	-	0.4	-	7.9
Financement interne	1.1	4.0	2.2	-	0.7	-	-	0.4	-	8.3
Coûts - Main-d'oeuvre	0.4	0.4	-	-	-	-	-	0.4	-	1.1
Coûts - autres	-	0.7	-	-	-	-	-	1.1	-	1.8
Grèves	-	1.1	1.1	-	-	-	-	-	-	2.2
Règlementation du gouvernement	0.4	5.0	0.7	0.7	-	-	0.4	0.4	-	7.6
Meilleures évaluations	-	1.8	4.7	1.1	0.4	-	-	11.9	-	19.8
Carry-overs	-	1.4	5.0	-	-	-	-	1.1	-	7.6
Autres raisons	0.4	2.2	1.8	-	1.1	-	-	1.4	-	6.8
Non spécifié	-	-	-	-	-	-	-	2.2	-	2.2
TOTAL	7.2	34.5	28.4	2.5	5.4	0.0	1.4	20.5	-	100.0

Nombre de réponses 278

Nombre d'entreprises 130

Nota: Les totaux peuvent ne pas correspondre, les chiffres ayant été arrondis.

TABLEAU 23

GENRES ET MOTIFS DE RÉVISIONS EN HAUSSE DES IMMOBILISATIONS - CANADA

1981

(Répartition en pourcentage des réponses)

GENRES DE MODIFICATIONS

Motifs de modification	Annulation	Renvoi à plus tard	Réduction	Expansion	Nouveaux Projets	Anticipation	Reprise de projets retardés	Aucune modification	Non spécifié	Total
Demande du marché national	0.8	1.6	0.8	2.4	3.2	0.8	-	-	-	9.7
Demande des marchés étrangers	-	0.8	0.8	1.6	2.4	-	-	-	-	5.6
Capacité	0.8	-	0.8	1.6	2.4	-	0.8	-	-	6.5
Taux de rendement	0.8	-	0.8	-	1.6	-	-	-	-	3.2
Financement externe	-	0.8	-	0.8	-	-	-	0.8	-	2.4
Financement interne	-	0.8	1.6	-	-	-	-	0.8	-	3.2
Coûts - Main-d'oeuvre	-	-	-	-	-	-	-	1.6	-	1.6
Coûts - autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0.0
Grèves	-	-	-	-	-	-	-	2.4	-	2.4
Règlementation du gouvernement	-	0.8	1.6	0.8	2.4	-	-	-	-	5.6
Meilleures évaluations	-	0.8	-	4.8	1.6	1.6	0.8	23.4	-	33.1
Carry-overs	-	1.6	-	4.0	0.8	0.8	-	2.4	-	9.7
Autres raisons	0.8	0.8	0.8	2.4	4.0	0.8	-	-	-	9.7
Non spécifié	-	0.8	-	-	0.8	-	-	5.6	-	7.3
TOTAL	3.2	8.9	7.3	18.5	19.4	4.0	1.6	37.1	-	100.0

Nombre de réponses 124

Nombre d'entreprises 65

Nota: Les totaux peuvent ne pas correspondre, les chiffres ayant été arrondis.

TABLEAU 24

GENRES ET MOTIFS DE RÉVISIONS EN BAISSE DES IMMOBILISATIONS - CANADA

1982

(Répartition en pourcentage des réponses)

GENRES DE MODIFICATIONS

Motifs de modification	Annulation	Renvoi à plus tard	Réduction	Expansion	Nouveaux Projets	Anticipation	Reprise de projets retardés	Aucune modification	Non spécifié	Total
Demande du marché national	1.4	4.8	7.1	1.0	1.4	0.5	-	0.5	-	16.7
Demande des marchés étrangers	1.0	6.2	2.4	-	1.0	-	-	-	-	10.5
Capacité	-	1.0	0.5	0.5	-	-	-	-	-	1.9
Taux de rendement	2.4	4.8	4.8	-	1.0	-	-	-	-	13.3
Financement externe	0.5	5.7	2.4	-	-	-	0.5	0.5	-	9.0
Financement interne	1.4	4.3	2.9	-	-	-	-	0.5	-	9.0
Coûts - Main-d'oeuvre	-	0.5	-	-	-	-	-	-	-	0.5
Coûts - autres	-	-	0.5	-	-	-	-	-	-	0.5
Grèves	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0.0
Règlementation du gouvernement	-	3.8	2.4	0.5	-	-	0.5	1.0	-	8.1
Meilleures évaluations	0.5	3.3	3.3	1.4	0.5	-	-	5.7	-	14.8
Carry-overs	-	1.9	4.3	0.5	-	0.5	-	1.0	-	8.1
Autres raisons	0.5	2.9	0.5	-	-	-	0.5	0.5	-	4.8
Non spécifié	0.5	1.0	0.5	-	0.5	-	-	0.5	-	2.9
TOTAL	8.1	40.0	31.4	3.8	4.3	1.0	1.4	10.0	0.0	100.0

Nombre de réponses 210

Nombre d'entreprises 90

Nota: Les totaux peuvent ne pas correspondre, les chiffres ayant été arrondis.

TABLEAU 25

GENRES ET MOTIFS DE RÉVISIONS EN HAUSSE DES IMMOBILISATIONS - CANADA

1982

(Répartition en pourcentage des réponses)

GENRES DE MODIFICATIONS

Motifs de modification	Annulation	Renvoi à plus tard	Réduction	Expansion	Nouveaux Projets	Antici-pation	Reprise de projets retardés	Aucune modifi-cation	Non spécifié	Total
Demande du marché national	0.9	0.4	1.3	7.3	6.5	2.2	1.3	-	-	19.8
Demande des marchés étrangers	0.4	0.4	-	0.9	3.4	-	-	-	-	5.2
Capacité	-	-	0.4	3.0	5.6	0.9	1.3	-	-	11.2
Taux de rendement	0.4	0.4	0.9	1.7	2.2	1.3	0.4	-	-	7.3
Financement externe	-	1.3	-	1.3	0.4	-	-	0.4	-	3.4
Financement interne	0.4	1.3	0.4	0.9	0.9	0.4	1.3	0.4	-	6.0
Coûts - Main-d'oeuvre	-	-	-	0.4	-	-	-	0.4	-	0.9
Coûts - autres	-	-	-	-	1.3	-	-	0.9	-	2.2
Grèves	-	-	-	-	-	-	0.4	0.4	-	0.9
Règlementation du gouvernement	-	0.4	0.9	2.2	1.3	-	-	0.4	-	5.2
Meilleures évaluations	-	-	1.7	5.6	2.6	0.4	0.4	11.2	-	22.0
Carry-overs	-	-	0.4	4.3	-	-	1.7	0.9	-	7.3
Autres raisons	-	0.4	-	0.9	3.9	0.4	-	1.3	-	6.9
Non spécifié	-	-	-	0.4	-	0.4	0.4	0.4	-	1.7
TOTAL	2.2	4.7	6.0	28.9	28.0	6.0	7.3	16.8	0.0	100.0

Nombre de réponses 232

Nombre d'entreprises 102

Nota: Les totaux peuvent ne pas correspondre, les chiffres ayant été arrondis.

TABLEAU 26

GENRES ET MOTIFS DE RÉVISIONS EN BAISSE DES IMMOBILISATIONS - CANADA

1983 - 1985

(Répartition en pourcentage des réponses)

GENRES DE MODIFICATIONS

Motifs de modification	Annulation	Renvoi à plus tard	Réduction	Expansion	Nouveaux Projets	Anticipation	Reprise de projets retardés	Aucune modification	Non spécifié	Total
Demande du marché national	2.2	5.1	5.8	-	2.2	-	-	1.5	-	16.8
Demande des marchés étrangers	1.5	2.9	2.2	-	0.7	-	-	-	-	7.3
Capacité	-	-	0.7	0.7	-	-	-	0.7	-	2.2
Taux de rendement	2.9	5.1	4.4	-	0.7	-	0.7	0.7	-	14.6
Financement externe	0.7	5.1	3.6	-	-	-	-	0.7	-	10.2
Financement interne	1.5	5.1	2.9	-	-	-	-	0.7	-	10.2
Coûts - Main-d'oeuvre	-	1.5	-	-	0.8	-	-	-	-	1.5
Coûts - autres	-	-	0.7	-	-	-	0.7	-	-	1.5
Grèves	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0.0
Règlementation du gouvernement	-	2.9	5.8	-	-	-	0.7	-	-	9.5
Meilleures évaluations	0.7	-	4.4	0.7	-	0.7	0.7	5.8	-	13.1
Carry-overs	-	0.7	0.7	0.7	-	-	0.7	2.2	-	5.1
Autres raisons	2.9	1.5	-	-	1.5	-	-	0.7	-	6.6
Non spécifié	-	-	0.7	-	-	-	-	0.7	-	1.5
TOTAL	12.4	29.9	32.1	2.2	5.1	0.7	3.6	13.9	-	100.0

Nombre de réponses 137

Nombre d'entreprises 54

Nota: Les totaux peuvent ne pas correspondre, les chiffres ayant été arrondis.

TABLEAU 27

GENRES ET MOTIFS DE RÉVISIONS EN HAUSSE DES IMMOBILISATIONS - CANADA

1983 - 1985

(Répartition en pourcentage des réponses)

GENRES DE MODIFICATIONS

Motifs de modification	Annulation	Renvoi à plus tard	Réduction	Expansion	Nouveaux Projets	Antici-pation	Reprise de projets retardés	Aucune modifi-cation	Non spécifié	Total
Demande du marché national	-	0.4	0.4	6.6	7.4	1.6	2.9	-	0.4	19.7
Demande des marchés étrangers	-	-	-	1.6	3.7	0.4	2.5	-	0.4	8.6
Capacité	-	-	0.4	3.7	5.7	1.6	1.6	-	-	13.1
Taux de rendement	-	0.4	-	1.2	2.9	1.6	0.8	-	-	7.0
Financement externe	-	0.4	0.4	-	-	-	1.6	-	-	2.5
Financement interne	-	0.4	0.8	0.8	0.4	-	0.8	-	-	3.3
Coûts - Main-d'oeuvre	-	-	-	0.4	0.4	-	-	0.4	-	1.2
Coûts - autres	-	-	0.4	0.4	0.8	-	0.8	0.8	-	3.3
Grèves	-	-	-	-	-	-	-	0.4	-	0.4
Règlementation du gouvernement	-	0.8	0.4	1.6	1.2	-	-	-	-	4.1
Meilleures évaluations	-	1.2	0.8	4.9	2.9	-	0.8	9.8	-	20.5
Carry-overs	-	0.4	-	3.3	0.8	-	0.4	0.4	-	5.3
Autres raisons	-	0.8	-	0.8	3.3	0.4	0.4	1.2	-	7.0
Non spécifié	-	-	0.4	0.4	1.2	-	-	2.0	-	4.1
TOTAL	0.0	4.9	4.1	25.8	30.7	5.7	12.7	15.2	0.8	100.0

Nombre de réponses 244

Nombre d'entreprises 111

Nota: Les totaux peuvent ne pas correspondre, les chiffres ayant été arrondis.

TABLEAU 28

TOTAL DES DÉPENSES EN IMMOBILISATIONS - RÉPARTITION PAR OBJECTIFS

	Nombre d'entreprises	1981	1982
		($ Millions)	
Recherche et développement	71	240.3	394.2
Réduction de la pollution	81	375.5	460.3
Milieu de travail	83	147.9	178.7
Agrandissement des installations - Emplacement actuel	156	10,668.6	12,531.6
Amélioration et remplacement des installations actuelles	181	4,664.3	5,285.5
Agrandissement des installations - Nouvel emplacement	93	6,061.1	8,825.8
Autres	69	2,675.6	2,868.2
TOTAL	221*	24,833.3	30,544.3

Nota: Données réelles préliminaires pour 1981 et projets pour 1982.

TABLEAU 29

TOTAL DES DÉPENSES EN IMMOBILISATIONS - RÉPARTITION PAR OBJECTIFS

(Répartition en pourcentage du total*)

	Industries manufacturières		Industries non-manufacturières		Total	
	1981	1982	1981	1982	1981	1982
Recherche et développement	1.7	2.5	.7	1.0	1.0	1.3
Réduction de la pollution	4.4	5.0	.7	.7	1.5	1.5
Milieu de travail	1.4	1.4	.4	.4	.6	.6
Agrandissement des installations - Emplacement actuel	32.3	34.9	46.1	42.5	43.0	41.0
Amélioration et remplacement des installations actuelles	33.6	36.4	14.5	12.6	18.8	17.3
Agrandissement des installations - Nouvel emplacement	16.1	11.6	26.8	33.1	24.4	28.9
Autres	10.6	8.2	10.8	9.7	10.8	9.4
TOTAL	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0

* Les pourcentages pourraient ne pas atteindre 100 %, les chiffres ayant été arrondis.

TABLEAU 30

DÉPENSES EN IMMOBILISATIONS - RÉPARTITION PAR OBJECTIFS

1982/1981

(Taux de modification annuel des niveaux de dépenses)

	Industries manufacturières	Industries non-manufacturières	Total
Recherche et développement	54.3	70.5	64.0
Réduction de la pollution	22.8	22.1	22.5
Milieu de travail	11.8	30.6	20.8
Agrandissement des installations - Emplacement actuel	16.7	17.6	17.4
Amélioration et remplacement des installations actuelles	17.2	10.6	13.3
Agrandissement des installations - Nouvel emplacement	-22.1	57.3	45.6
Autres	-16.5	13.9	7.1
TOTAL*	8.0	27.3	22.9

* Les modifications annuelles de l'ensemble des investissements sont différentes de celles qui apparaissent dans le tableau 2. Cela est dû au champ d'application.

TABLEAU 31

DÉPENSES EN IMMOBILISATIONS DE CERTAINES GRANDES ENTREPRISES - 1980-1982

PROVINCES DE L'ATLANTIQUE

(En millions de dollars courants)

	1980		1981		1982		Taux de variation annuels 1981/1980		Taux de variation annuels 1982/1981		Révisions entre les enquêtes (%) 1981		Révisions entre les enquêtes (%) 1982	
Industries manufacturières	256	(5,996)	514	(8,000)	570	(8,752)	100.9	(33.4)	10.7	(9.3)	8.4	(-9.0)	-6.1	(-4.3)
Industries non-manufacturières	1,179	(18,694)	1,588	(24,189)	2,191	(30,286)	34.6	(29.3)	38.0	(25.2)	-0.2	(-3.7)	2.3	(2.3)
TOTAL	1,435	(24,690)	2,102	(32,189)	2,761	(39,038)	46.5	(30.3)	31.3	(21.2)	1.8	(-5.1)	0.5	(0.7)

Nota: Données réelles de 1980, données préliminaires pour 1981 et projets pour 1982. Il s'agit de sommes en dollars relatives aux années 1980-1982; les données sont tirées de l'enquête d'octobre 1981 et concernent les entreprises qui ont répondu aux questions des deux enquêtes d'avril 1981 et d'octobre 1981.

Aux fins de comparaisons, les chiffres concernant le Canada sont cités entre parenthèses.

TABLEAU 32

COMPARAISON DES INVESTISSEMENTS DE CERTAINES GRANDES ENTREPRISES

PROVINCES DE L'ATLANTIQUE

	Taux de variation annuels		Révisions entre les enquêtes	
	1981/1980	1982/1981	1981	1982
	(%)		(%)	
Entreprises sous contrôle étranger				
Industries manufacturières	174.2 (32.6)	-21.9 (0.5)	9.3 (-11.8)	-22.3 (-6.4)
Industries non-manufacturières	62.2 (22.4)	63.0 (35.2)	-0.9 (-5.2)	1.3 (2.1)
TOTAL	99.0 (25.7)	24.5 (23.3)	3.5 (-7.6)	-6.8 (-0.4)
Entreprises sous contrôle canadien				
Industries manufacturières	35.6 (34.1)	69.3 (17.6)	6.8 (-6.3)	13.6 (-2.5)
Industries non-manufacturières	27.4 (32.7)	29.5 (20.7)	0.1 (-3.0)	2.8 (2.3)
TOTAL	28.4 (32.9)	34.9 (20.1)	0.9 (-3.7)	4.4 (1.4)

Nota: Données réelles de 1980, données préliminaires pour 1981 et projets pour 1982. Aux fins de comparaisons, le chiffres concernant le Canada sont données entre parenthèses.

TABLEAU 33

COMPARAISON DES INVESTISSEMENTS DE CERTAINES GRANDES ENTREPRISES

PROVINCES DE L'ATLANTIQUE

	Taux de variation annuels		Révisions entre les enquêtes	
	1981/1980	1982/1981	1981	1982
	(%)		(%)	
Entreprises du secteur public	29.8 (27.8)	33.5 (23.0)	1.1 (-5.7)	3.5 (3.6)
Entreprises du secteur privé	61.9 (31.5)	29.6 (20.4)	2.3 (-4.8)	-1.7 (-0.5)
Industries manufacturières	95.1 (29.0)	4.8 (7.1)	8.8 (-9.5)	-6.8 (-6.2)
Industries non-manufacturières	45.1 (32.8)	46.6 (27.2)	-1.7 (-2.2)	1.0 (2.1)

Nota: Données réelles de 1980, données préliminaires pour 1981 et projets pour 1982. Aux fins de comparaisons, le chiffres concernant le Canada sont données entre parenthèses.

TABLEAU 34

ENTREPRISES À SIÈGE SOCIAL DANS LA RÉGION DE L'ATLANTIQUE*
PRÉVISIONS DE 1981 ET 1982

(Répartition en pourcentage des réponses)

	1981/80			1982/81		
	HAUSSE/ AMÉLIORATION	AUCUNE MODIFICATION	BAISSE/ DÉGRADATION	HAUSSE/ AMÉLIORATION	AUCUNE MODIFICATION	BAISSE/ DÉGRADATION
Ventes au Canada	72.7 (66.3)	18.1 (14.4)	9.0 (19.2)	81.8 (71.1)	18.1 (22.2)	- (6.5)
Ventes à l'exportation	66.6 (46.0)	16.6 (25.2)	16.6 (28.6)	33.3 (56.4)	66.6 (27.3)	- (16.2)
Bénéfices	54.5 (43.7)	18.1 (12.9)	27.2 (43.2)	54.5 (52.4)	18.1 (24.4)	27.2 (23.1)
Emploi dans les entreprises canadiennes	36.3 (42.7)	54.5 (43.1)	9.0 (14.1)	45.4 (39.4)	54.5 (51.0)	- (9.4)
Situation financière des entreprises	27.2 (29.2)	36.3 (29.6)	36.3 (41.0)	18.1 (33.4)	54.5 (42.2)	27.2 (24.2)
Situation des entreprises canadiennes	10.0 (15.4)	20.0 (32.3)	70.0 (52.2)	20.0 (19.1)	50.0 (48.4)	30.0 (32.4)
Climat de l'investissement étranger	50.0 (33.3)	50.0 (52.5)	- (14.1)	- (28.9)	100.0 (57.8)	- (13.2)

Nota: Pour fins de comparaisons, les chiffres concernant le Canada sont cités entre parenthèses.

* Quinze entreprises dont le siège social se trouve dans les provinces de l'Atlantique ont participé à l'enquête.

TABLEAU 35

DÉPENSES EN IMMOBILISATIONS DE CERTAINES GRANDES ENTREPRISES - 1980-1982

QUÉBEC

(En millions de dollars courants)

				Taux de variation annuels		Révisions entre les enquêtes (%)	
	1980	1981	1982	1981/1980	1982/1981	1981	1982
Industries manufacturières	1,011 (5,996)	1,169 (8,000)	1,166 (8,752)	15.6 (33.4)	-0.3 (9.3)	-7.0 (-9.0)	-19.8 (-4.3)
Industries non-manufacturières	3,652 (18,694)	4,170 (24,189)	4,720 (30,286)	14.2 (29.3)	13.1 (25.2)	-4.2 (-3.7)	-4.7 (2.3)
TOTAL	4,663 (24,690)	5,339 (32,189)	5,886 (39,038)	14.5 (30.3)	10.2 (21.2)	-4.8 (-5.1)	-8.1 (0.7)

Nota: Données réelles de 1980, données préliminaires pour 1981 et projets pour 1982. Il s'agit de données en dollars pour les années 1980-1981; ces données sont tirées de l'enquête d'octobre 1981 et concernent les entreprises qui ont répondu aux questions des deux enquêtes d'avril 1981 et d'octobre 1981.

Aux fins de comparaisons, les chiffres concernant le Canada sont cités entre parenthèses.

TABLEAU 36

COMPARAISON DES INVESTISSEMENTS DE CERTAINES GRANDES ENTREPRISES

QUÉBEC

	Taux de variation annuels		Révisions entre les enquêtes	
	1981/1980	1982/1981	1981	1982
	(%)		(%)	
Entreprises sous contrôle étranger				
Industries manufacturières	1.3 (32.6)	32.2 (0.5)	-14.1 (-11.8)	-26.0 (-6.4)
Industries non-manufacturières	25.0 (22.4)	42.7 (35.2)	-21.4 (-5.2)	-14.9 (2.1)
TOTAL	12.2 (25.7)	37.6 (23.3)	-18.1 (-7.6)	-20.5 (-0.4)
Entreprises sous contrôle canadien				
Industries manufacturières	23.3 (34.1)	-14.8 (17.6)	-3.4 (-6.3)	-14.9 (-2.5)
Industries non-manufacturières	13.2 (32.7)	10.2 (20.7)	-2.0 (-3.0)	-3.1 (2.3)
TOTAL	14.8 (32.9)	5.8 (20.1)	-2.2 (-3.7)	-5.0 (1.4)

Nota: Données réelles de 1980, données préliminaires pour 1981 et projets pour 1982. Aux fins de comparaisons, les chiffres concernant le Canada sont données entre parenthèses.

TABLEAU 37

COMPARAISON DES INVESTISSEMENTS DE CERTAINES GRANDES ENTREPRISES

QUÉBEC

	Taux de variation annuels		Révisions entre les enquêtes	
	1981/1980	1982/1981	1981	1982
	(%)		(%)	
Entreprises du secteur public	10.9 (27.8)	3.7 (23.0)	-2.4 (-5.7)	-5.9 (3.6)
Entreprises du secteur privé	19.6 (31.5)	18.8 (20.4)	-7.8 (-4.8)	-10.5 (-0.5)
Industries manufacturières	5.5 (29.0)	6.9 (7.1)	-7.9 (-9.5)	-21.9 (-6.2)
Industries non-manufacturières	32.7 (32.8)	27.6 (27.2)	-7.7 (-2.2)	-1.6 (2.1)

Nota: Données réelles de 1980, données préliminaires pour 1981 et projets pour 1982. Aux fins de comparaisons, les chiffres concernant le Canada sont données entre parenthèses.

TABLEAU 38

ENTREPRISES À SIÈGE SOCIAL DANS LA RÉGION DE QUÉBEC*
PRÉVISIONS DE 1981 et 1982

(Répartition en pourcentage des réponses)

	1981/80			1982/81		
	HAUSSE/ AMÉLIORATION	AUCUNE MODIFICATION	BAISSE/ DÉGRADATION	HAUSSE/ AMÉLIORATION	AUCUNE MODIFICATION	BAISSE/ DÉGRADATION
Ventes au Canada	61.1 (66.3)	22.2 (14.4)	16.6 (19.2)	71.4 (71.1)	22.8 (22.2)	5.7 (6.5)
Ventes à l'exportation	50.0 (46.0)	16.6 (25.2)	33.3 (28.6)	62.0 (56.4)	17.2 (27.3)	20.6 (16.2)
Bénéfices	38.8 (43.7)	8.3 (12.9)	52.7 (43.2)	51.4 (52.4)	20.0 (24.4)	28.5 (23.1)
Emploi dans les entreprises canadiennes	27.0 (42.7)	54.0 (43.1)	18.9 (14.1)	22.2 (39.4)	61.1 (51.0)	16.6 (9.4)
Situation financière des entreprises	30.5 (29.2)	38.8 (29.6)	30.5 (41.0)	40.0 (33.4)	34.2 (42.2)	25.7 (24.2)
Situation des entreprises canadiennes	11.4 (15.4)	42.8 (32.3)	45.7 (52.2)	14.2 (19.1)	51.4 (48.4)	34.2 (32.4)
Climat de l'investissement étranger	20.0 (33.3)	56.0 (52.5)	24.0 (14.1)	24.0 (28.9)	52.0 (57.8)	24.0 (13.2)

Nota: Pour fins de comparaisons, les chiffres concernant le Canada sont cités entre parenthèses.

* 44 entreprises interrogées ont leur siège social au Québec.

TABLEAU 39

DÉPENSES EN IMMOBILISATIONS DE CERTAINES GRANDES ENTREPRISES - 1980-1982

ONTARIO

(En millions de dollars courants)

				Taux de variation annuels		Révisions entre les enquêtes (%)	
	1980	1981	1982	1981/1980	1982/1981	1981	1982
Industries manufacturières	2,629 (5,996)	3,694 (8,000)	3,841 (8,752)	40.5 (33.4)	3.9 (9.3)	-12.5 (-9.0)	6.9 (-4.3)
Industries non-manufacturières	3,551 (18,694)	4,893 (24,189)	6,361 (30,286)	37.7 (29.3)	29.9 (25.2)	-2.3 (-3.7)	7.9 (2.3)
TOTAL	6,180 (24,690)	8,587 (32,189)	10,202 (39,038)	38.9 (30.3)	18.8 (21.2)	-6.9 (-5.1)	7.5 (0.7)

Nota: Données réelles de 1980, données préliminaires pour 1981 et projets pour 1982. Il s'agit de données en dollars pour les années 1980-1981; ces données sont tirées de l'enquête d'octobre 1981 et concernent les entreprises qui ont répondu aux questions des deux enquêtes d'avril 1981 et d'octobre 1981.

Aux fins de comparaisons, les chiffres concernant le Canada sont cités entre parenthèses.

TABLEAU 40

COMPARAISON DES INVESTISSEMENTS DE CERTAINES GRANDES ENTREPRISES

ONTARIO

	Taux de variation annuels		Révisions entre les enquêtes	
	1981/1980	1982/1981	1981	1982
	(%)		(%)	
Entreprises sous contrôle étranger				
Industries manufacturières	32.6 (32.6)	-19.6 (0.5)	-16.4 (-11.8)	4.9 (-6.4)
Industries non-manufacturières	83.4 (22.4)	55.3 (35.2)	-13.4 (-5.2)	18.6 (2.1)
TOTAL	42.5 (25.7)	-0.8 (23.3)	-15.6 (-7.6)	9.9 (-0.4)
Entreprises sous contrôle canadien				
Industries manufacturières	50.4 (34.1)	30.2 (17.6)	-7.6 (-6.3)	8.3 (-2.5)
Industries non-manufacturières	32.6 (32.7)	26.0 (20.7)	-0.3 (-3.0)	6.1 (2.3)
TOTAL	37.4 (32.9)	27.2 (20.1)	-2.6 (-3.7)	6.7 (1.4)

Nota: Données réelles de 1980, données préliminaires pour 1981 et projets pour 1982. Aux fins de comparaisons, les chiffres concernant le Canada sont données entre parenthèses.

TABLEAU 41

COMPARAISON DES INVESTISSEMENTS DE CERTAINES GRANDES ENTREPRISES

ONTARIO

	Taux de variation annuels		Révisions entre les enquêtes	
	1981/1980	1982/1981	1981	1982
	(%)		(%)	
Entreprises du secteur public	41.1 (27.8)	27.4 (23.0)	-2.1 (-5.7)	11.6 (3.6)
Entreprises du secteur privé	38.0 (31.5)	15.3 (20.4)	-8.7 (-4.8)	5.8 (-0.5)
Industries manufacturières	34.8 (29.0)	-3.4 (7.1)	-12.9 (-9.5)	3.8 (-6.2)
Industries non-manufacturières	42.3 (32.8)	38.8 (27.2)	-3.0 (-2.2)	7.6 (2.1)

Nota: Données réelles de 1980, données préliminaires pour 1981 et projets pour 1982. Aux fins de comparaisons, les chiffres concernant le Canada sont données entre parenthèses.

TABLEAU 42

ENTREPRISES AYANT LEUR SIÈGE SOCIAL EN ONTARIO*
PRÉVISIONS DE 1981 ET 1982

(Répartition en pourcentage des réponses)

	1982/81			1982/81		
	HAUSSE/ AMÉLIORATION	AUCUNE MODIFICATION	BAISSE/ DÉGRADATION	HAUSSE/ AMÉLIORATION	AUCUNE MODIFICATION	BAISSE/ DÉGRADATION
Ventes au Canada	70.5 (66.3)	15.1 (14.4)	14.2 (19.2)	69.2 (71.1)	24.5 (22.2)	6.1 (6.5)
Ventes à l'exportation	51.7 (46.0)	22.9 (25.2)	25.2 (28.6)	52.8 (56.4)	31.4 (27.3)	15.7 (16.2)
Bénéfices	50.4 (43.7)	16.2 (12.9)	33.3 (43.2)	58.0 (52.4)	25.0 (24.4)	16.9 (23.1)
Emploi dans les entreprises canadiennes	42.3 (42.7)	44.1 (43.1)	13.5 (14.1)	40.1 (39.4)	51.7 (51.0)	8.0 (9.4)
Situation financière des entreprises	33.0 (29.2)	30.3 (29.6)	36.6 (41.0)	37.1 (33.4)	46.9 (42.2)	15.9 (24.2)
Situation des affaires au Canada	19.0 (15.4)	33.6 (32.3)	47.2 (52.2)	20.7 (19.1)	51.3 (48.4)	27.9 (32.4)
Climat de l'investissement étranger	30.0 (33.3)	58.3 (52.5)	11.6 (14.1)	24.5 (28.9)	67.2 (57.8)	8.1 (13.2)

Nota: Aux fins de comparaisons, les chiffres concernant le Canada sont cités entre parenthèses.

* 139 entreprises interrogées ont leur siège social en Ontario.

TABLEAU 43

DÉPENSES EN IMMOBILISATIONS DE CERTAINES GRANDES ENTREPRISES - 1980-1982

RÉGION DES PRAIRIES

(En millions de dollars courants)

				Taux de variation annuels		Révisions entre les enquêtes (%)	
	1980	1981	1982	1981/1980	1982/1981	1981	1982
Industries manufacturières	552 (5,996)	926 (8,000)	1,226 (8,752)	67.6 (33.4)	32.3 (9.3)	-10.4 (-9.0)	-4.3 (-4.3)
Industries non-manufacturières	5,967 (18,694)	8,476 (24,189)	10,615 (30,286)	42.0 (29.3)	25.2 (25.2)	-1.6 (-3.7)	2.4 (2.3)
TOTAL	6,519 (24,690)	9,402 (32,189)	11,841 (39,038)	44.2 (30.3)	25.9 (21.2)	-2.6 (-5.1)	1.6 (0.7)

Nota: Données réelles de 1980, données préliminaires pour 1981 et projets pour 1982. Il s'agit de données en dollars pour les années 1980-1981; ces données sont tirées de l'enquête d'octobre 1981 et concernent les entreprises qui ont répondu aux questions des deux enquêtes d'avril 1981 et d'octobre 1981.

Aux fins de comparaisons, les chiffres concernant le Canada sont cités entre parenthèses.

TABLEAU 44

DÉPENSES EN IMMOBILISATIONS DE CERTAINES GRANDES ENTREPRISES - 1980-1982

MANITOBA ET SASKATCHEWAN

(En millions de dollars courants)

				Taux de variation annuels		Révisions entre les enquêtes (%)	
	1980	1981	1982	1981/1980	1982/1981	1981	1982
Industries manufacturières	79 (5,996)	89 (8,000)	93 (8,752)	12.2 (33.4)	4.8 (9.3)	8.5 (-9.0)	21.5 (-4.3)
Industries non-manufacturières	1,208 (18,694)	2,011 (24,189)	2,332 (30,286)	66.6 (29.3)	15.9 (25.2)	0.2 (-3.7)	7.6 (2.3)
TOTAL	1,287 (24,690)	2,100 (32,189)	2,425 (39,038)	63.2 (30.3)	15.5 (21.2)	0.5 (-5.1)	8.1 (0.7)

Nota: Données réelles de 1980, données préliminaires pour 1981 et projets pour 1982. Il s'agit de données en dollars pour les années 1980-1981; ces données sont tirées de l'enquête d'octobre 1981 et concernent les entreprises qui ont répondu aux questions des deux enquêtes d'avril 1981 et d'octobre 1981.

Aux fins de comparaisons, les chiffres concernant le Canada sont cités entre parenthèses.

TABLEAU 45

DÉPENSES EN IMMOBILISATIONS DE CERTAINES GRANDES ENTREPRISES - 1980-1982

ALBERTA

(En millions de dollars courants)

				Taux de variation annuels		Révisions entre les enquêtes (%)	
	1980	1981	1982	1981/1980	1982/1981	1981	1982
Industries manufacturières	413 (5,996)	742 (8,000)	1,017 (8,752)	79.5 (33.4)	37.0 (9.3)	-12.9 (-9.0)	-5.8 (-4.3)
Industries non-manufacturières	4,604 (18,694)	6,064 (24,189)	7,868 (30,286)	31.7 (29.3)	29.7 (25.2)	-3.0 (-3.7)	2.2 (2.3)
TOTAL	5,017 (24,690)	6,806 (32,189)	8,885 (39,038)	35.6 (30.3)	30.5 (21.2)	-4.2 (-5.1)	1.2 (0.7)

Nota: Données réelles de 1980, données préliminaires pour 1981 et projets pour 1982. Il s'agit de données en dollars pour les années 1980-1981; ces données sont tirées de l'enquête d'octobre 1981 et concernent les entreprises qui ont répondu aux questions des deux enquêtes d'avril 1981 et d'octobre 1981.

Aux fins de comparaisons, les chiffres concernant le Canada sont cités entre parenthèses.

TABLEAU 46

COMPARAISON DES INVESTISSEMENTS DE CERTAINES GRANDES ENTREPRISES

RÉGION DES PRAIRIES

	Taux de variation annuels		Révisions entre les enquêtes	
	1981/1980	1982/1981	1981	1982
	(%)		(%)	
Entreprises sous contrôle étranger				
Industries manufacturières	38.2 (32.6)	21.5 (0.5)	-13.1 (-11.8)	-1.9 (-6.4)
Industries non-manufacturières	18.7 (22.4)	29.1 (35.2)	-4.6 (-5.2)	-2.7 (2.1)
TOTAL	20.3 (25.7)	28.3 (23.3)	-5.5 (-7.6)	-2.7 (-0.4)
Entreprises sous contrôle canadien				
Industries manufacturières	100.6 (34.1)	40.7 (17.6)	-8.1 (-6.3)	-5.9 (-2.5)
Industries non-manufacturières	69.2 (32.7)	22.0 (20.7)	0.9 (-3.0)	7.3 (2.3)
TOTAL	71.9 (32.9)	23.9 (20.1)	-0.1 (-3.7)	5.6 (1.4)

Nota: Données réelles de 1980, données préliminaires pour 1981 et projets pour 1982. Aux fins de comparaisons, les chiffres concernant le Canada sont données entre parenthèses.

TABLEAU 47

COMPARAISON DES INVESTISSEMENTS DE CERTAINES GRANDES ENTREPRISES

RÉGION DES PRAIRIES

	Taux de variation annuels		Révisions entre les enquêtes	
	1981/1980	1982/1981	1981	1982
	(%)		(%)	
Entreprises du secteur public	52.0 (27.8)	32.6 (23.0)	-3.3 (-5.7)	14.6 (3.6)
Entreprises du secteur privé	42.2 (31.5)	24.1 (20.4)	-2.4 (-4.8)	-1.5 (-0.5)
Industries manufacturières	67.5 (29.0)	32.1 (7.1)	-10.4 (-9.5)	-4.7 (-6.2)
Industries non-manufacturières	39.3 (32.8)	23.0 (27.2)	-1.1 (-2.2)	-1.0 (2.1)

Nota: Données réelles de 1980, données préliminaires pour 1981 et projets pour 1982. Aux fins de comparaisons, les chiffres concernant le Canada sont données entre parenthèses.

TABLEAU 48

COMPARAISON DES INVESTISSEMENTS DE CERTAINES GRANDES ENTREPRISES

ALBERTA

	Taux de variation annuels		Révisions entre les enquêtes	
	1981/1980	1982/1981	1981	1982
	(%)		(%)	
Entreprises sous contrôle étranger				
Industries manufacturières	50.0 (32.6)	18.9 (0.5)	-13.8 (-11.8)	-7.0 (-6.4)
Industries non-manufacturières	16.7 (22.4)	32.1 (35.2)	-4.6 (-5.2)	-2.9 (2.1)
TOTAL	19.2 (25.7)	30.9 (23.3)	-5.6 (-7.6)	-3.2 (-0.4)
Entreprises sous contrôle canadien				
Industries manufacturières	116.4 (34.1)	52.7 (17.6)	-12.1 (-6.3)	-5.0 (-2.5)
Industries non-manufacturières	56.9 (32.7)	26.6 (20.7)	-0.9 (-3.0)	9.6 (2.3)
TOTAL	62.7 (32.9)	30.0 (20.1)	-2.5 (-3.7)	7.1 (1.4)

Nota: Données réelles de 1980, données préliminaires pour 1981 et projets pour 1982. Aux fins de comparaisons, les chiffres concernant le Canada sont données entre parenthèses.

TABLEAU 49

COMPARAISON DES INVESTISSEMENTS DE CERTAINES GRANDES ENTREPRISES

ALBERTA

	Taux de variation annuels		Révisions entre les enquêtes	
	1981/1980	1982/1981	1981	1982
	(%)		(%)	
Entreprises du secteur public	65.1 (27.8)	28.6 (23.0)	-2.9 (-5.7)	17.4 (3.6)
Entreprises du secteur privé	31.8 (31.5)	30.8 (20.4)	-4.4 (-4.8)	-1.0 (-0.5)
Industries manufacturières	79.5 (29.0)	37.0 (7.1)	-12.9 (-9.5)	-5.8 (-6.2)
Industries non-manufacturières	26.9 (32.8)	29.9 (27.2)	-3.0 (-2.2)	-0.2 (2.1)

Nota: Données réelles de 1980, données préliminaires pour 1981 et projets pour 1982. Aux fins de comparaisons, les chiffres concernant le Canada sont données entre parenthèses.

TABLEAU 50

COMPAGNIE À SIÈGE SOCIAL DANS LES PRAIRIES
PRÉVISIONS DE 1981 ET 1982

(Répartition en pourcentage des réponses)

	1981/80			1982/81		
	HAUSSE/ AMÉLIORATION	AUCUNE MODIFICATION	BAISSE/ DÉGRADATION	HAUSSE/ AMÉLIORATION	AUCUNE MODIFICATION	BAISSE/ DÉGRADATION
Ventes au Canada	76.1 (66.3)	4.7 (14.4)	19.0 (19.2)	82.9 (71.1)	9.7 (27.2)	7.3 (6.5)
Ventes à l'exportation	44.8 (46.0)	41.3 (25.2)	13.7 (28.6)	62.0 (56.4)	17.2 (27.3)	20.6 (16.2)
Bénéfices	41.8 (43.7)	11.6 (12.9)	46.5 (43.2)	48.7 (52.4)	24.3 (24.4)	26.8 (23.1)
Emploi dans les entreprises canadiennes	63.6 (42.7)	31.8 (43.1)	4.5 (14.1)	51.1 (39.4)	44.1 (51.0)	4.6 (9.4)
Situation financière des entreprises	29.2 (29.2)	26.8 (29.6)	43.9 (41.0)	30.7 (33.4)	33.3 (42.2)	35.8 (24.2)
Situation des affaires au Canada	16.6 (15.4)	33.3 (32.3)	50.0 (52.2)	21.9 (19.1)	36.5 (48.4)	41.4 (32.4)
Climat de l'investissement étranger	56.5 (33.3)	39.1 (52.5)	4.3 (14.1)	52.1 (28.9)	34.7 (57.8)	13.0 (13.2)

Nota: Aux fins de comparaisons, les chiffres concernant le Canada sont cités entre parenthèses.

* 57 des entreprises interrogées ont leur siège social dans la région des Prairies.

TABLEAU 51

DÉPENSES EN IMMOBILISATIONS DE CERTAINES GRANDES ENTREPRISES - 1980-1982

C.-B. ET RÉGION DU NORD

(En millions de dollars courants)

				Taux de variation annuels		Révisions entre les enquêtes (%)	
	1980	1981	1982	1981/1980	1982/1981	1981	1982
Industries manufacturières	1,065 (5,996)	1,049 (8,000)	1,038 (8,752)	-1.5 (33.4)	-1.1 (9.4)	-12.0 (-9.0)	-20.7 (-4.3)
Industries non-manufacturières	2,691 (18,694)	3,100 (24,189)	4,336 (30,286)	15.1 (29.3)	39.8 (25.2)	-13.7 (-3.7)	-3.2 (2.3)
TOTAL	3,756 (24,690)	4,149 (32,189)	5,374 (39,038)	10.4 (30.3)	29.5 (21.2)	-13.3 (-5.1)	-7.1 (0.7)

Nota: Données réelles de 1980, données préliminaires pour 1981 et projets pour 1982. Il s'agit de données en dollars pour les années 1980-1981; ces données sont tirées de l'enquête d'octobre 1981 et concernent les entreprises qui ont répondu aux questions des deux enquêtes d'avril 1981 et d'octobre 1981.

Aux fins de comparaisons, les chiffres concernant le Canada sont cités entre parenthèses.

TABLEAU 52

COMPARAISON DES INVESTISSEMENTS DE CERTAINES GRANDES ENTREPRISES

C.-B. ET RÉGION DU NORD

	Taux de variation annuels		Révisions entre les enquêtes	
	1981/1980	1982/1981	1981	1982
	(%)		(%)	
Entreprises sous contrôle étranger				
Industries manufacturières	9.2 (32.6)	9.1 (0.5)	-10.7 (-11.8)	-14.4 (-6.4)
Industries non-manufacturières	19.5 (22.4)	34.6 (35.2)	-5.4 (-5.2)	0.8 (2.1)
TOTAL	17.7 (25.7)	30.7 (23.3)	-6.3 (-7.6)	-1.4 (-0.4)
Entreprises sous contrôle canadien				
Industries manufacturières	-5.5 (34.1)	-5.4 (17.6)	-12.5 (-6.3)	-23.4 (-2.5)
Industries non-manufacturières	10.3 (32.7)	46.2 (20.7)	-22.1 (-3.0)	-7.4 (2.3)
TOTAL	4.3 (32.9)	28.4 (20.1)	-19.0 (-3.7)	-12.1 (1.4)

Nota: Données réelles de 1980, données préliminaires pour 1981 et projets pour 1982. Aux fins de comparaisons, les chiffres concernant le Canada sont données entre parenthèses.

TABLEAU 53

COMPARAISON DES INVESTISSEMENTS DE CERTAINES GRANDES ENTREPRISES

C.-B. ET RÉGION DU NORD

	Taux de variation annuels		Révisions entre les enquêtes	
	1981/1980	1982/1981	1981	1982
	(%)		(%)	
Entreprises du secteur public	4.2 (27.8)	67.4 (23.0)	-29.3 (-5.7)	-4.7 (3.6)
Entreprises du secteur privé	12.4 (31.5)	18.3 (20.4)	-7.1 (-4.8)	-8.1 (-0.5)
Industries manufacturières	-1.5 (29.0)	-1.1 (7.1)	-12.0 (-9.5)	-20.7 (-6.2)
Industries non-manufacturières	20.7 (32.8)	27.8 (27.2)	-4.5 (-2.2)	-2.3 (2.1)

Nota: Données réelles de 1980, données préliminaires pour 1981 et projets pour 1982. Aux fins de comparaisons, les chiffres concernant le Canada sont données entre parenthèses.

TABLEAU 54

ENTREPRISES AYANT LEUR SIÈGE SOCIAL EN C.-B. ET DANS LA RÉGION DU NORD*
PRÉVISIONS DE 1981 ET 1982

(Répartition en pourcentage des réponses)

	1981/80			1982/81		
	HAUSSE/ AMÉLIORATION	AUCUNE MODIFICATION	BAISSE/ DÉGRADATION	HAUSSE/ AMÉLIORATION	AUCUNE MODIFICATION	BAISSE/ DÉGRADATION
Ventes au Canada	37.0 (66.3)	14.8 (14.4)	48.1 (19.2)	55.5 (71.1)	33.3 (22.2)	11.1 (6.5)
Ventes à l'exportation	20.0 (46.0)	24.0 (25.2)	56.0 (28.6)	64.0 (56.4)	24.0 (27.3)	12.0 (16.2)
Bénéfices	20.6 (43.7)	6.8 (12.9)	72.4 (43.2)	34.4 (52.4)	31.0 (24.4)	34.4 (23.1)
Emploi dans les entreprises canadiennes	33.3 (42.7)	40.0 (43.1)	26.6 (14.1)	36.6 (39.4)	46.6 (51.0)	16.6 (9.4)
Situation financière des entreprises	10.7 (29.2)	17.8 (29.6)	71.4 (41.0)	17.8 (33.4)	42.8 (42.2)	39.2 (29.2)
Situation des affaires au Canada	6.8 (15.4)	17.2 (32.3)	75.8 (52.2)	14.2 (19.1)	50.0 (48.4)	35.7 (32.4)
Climat de l'investissement étranger	30.0 (33.3)	40.0 (52.5)	30.0 (14.1)	20.0 (28.9)	60.0 (57.8)	20.0 (13.2)

Nota: Aux fins de comparaisons, les chiffres concernant le Canada sont cités entre parenthèses.

* 32 des entreprises interrogées ont leur siège social en Colombie-Britannique et dans la région du Nord.

ANNEXE

ANNEXE

Enquête sur les prévisions d'investissements
Nature et portée des données

1) Tous les tableaux contenant des données régionales comprennent des données "ajustées" des entreprises pour éviter les variations dans le nombre d'entreprises enquêtées chaque année et dans les différentes enquêtes. Cet ajustement permet de faire des comparaisons consistantes, puisque seules les données pour les entreprises qui ont répondu aux deux dernières enquêtes pour des années particulières, par exemple: 1980, 1981 et 1982 sont utilisées. Ceci est appelé un échantillonnage ajusté "deux enquêtes-trois ans".

Le mode d'ajustement ci-dessus est appliqué séparément pour chaque catégorie d'investissements spécifiée dans un tableau régional. De cette façon il est clair que les totaux régionaux obtenus sur une base d'échantillons ajustés ne seront pas nécessairement ajoutés au total ajusté du Canada.

2) Le problème posé par les sociétés enquêtées qui ne donnent pas la répartition régionale de leurs investissements est minime. Le tableau suivant permet de faire le rapprochement entre les montants de dollars comptabilisés dans le tableau 1 et les montants totaux répartis par région.

	1981	1982
	(milliards de dollars courants)	
Totaux selon le tableau 1	32.19	39.04
Montants répartis par région		
Atlantique	2.10	2.76
Québec	5.34	5.89
Ontario	8.59	10.20
Prairies	9.40	11.84
B.-C. et région du Nord	4.15	5.37
Non répartis*	1.51	1.81
TOTAL	31.09	37.87
Différences entre les totaux	1.10	1.17
Part de la différence expliquée par "l'ajustement"	.65	.48
Part de la différence justifiée par l'absence de réponses	.45	.69

N.B.: Chiffres préliminaires réels de 1981 et prévisions pour 1982.

---

* Comprend les investissements qui n'ont pas été attribués à une région particulière car nous ne savions pas exactement dans quelle région l'investissement aurait lieu. On y trouve également des dépenses pour l'achat de machines et de matériels mobiles, par exemple, du matériel ferroviaire roulant, des navires, etc.

3) Le fait que les sociétés déclarent globalement leurs investissements plutôt que par établissement toucherait certainement la répartition sectorielle au niveau régional et au niveau national, c'est-à-dire que les investissements soient répartis ou non dans les industries manufacturières, extractives et autres. Par conséquent, la couverture sectorielle d'I et C ne peut pas être proprement rattachée au sondage de Statistique Canada intitulé Sondage sur les investissements publics et privés au Canada (IPP) parce que les données recueillies sur les investissements à l'échelle des sociétés sont réparties entre les divers secteurs industriels selon les principaux types d'affaires de la société.

4) Le tableau ci-dessous donne une répartition du nombre des sociétés ayant répondu à l'enquête d'I et C, par secteur manufacturier ou non manufacturier, et par région d'investissement. Étant donné que les sociétés enquêtées sont les plus grandes, elles ont tendance à avoir des investissements dans plus d'une région et, comme tels les chiffres pour le Canada ne sont pas la somme des chiffres pour les régions.

	Atlantique	Québec	Ontario	Prairies	C.-B.	CANADA
Manufacturier	43	86	113	64	56	151
Non manufacturier	42	47	60	84	62	128
TOTAL	85	133	173	148	118	279

QUEEN HG 4090 .A5214 1981 Oc
Canada. Ministère de l'indu
Rapport de Ministère de l'i

DATE DUE
DATE DE RETOUR

CARR McLEAN 38-296

INDUSTRY CANADA/INDUSTRIE CANADA
178993